

# Bulletin sur l'insolvabilité

# Insolvency Bulletin

Publié par le Bureau du  
Surintendant des faillites

Issued by the office of the  
Superintendent of Bankruptcy

Février 1992  
vol. 12 n° 2

February 1992  
Vol. 12 No. 2

## Canada



Insolvency

# BULLETIN

sur l'insolvabilité

---

Février 1992  
vol. 12 n° 2

February 1992  
Vol. 12 No. 2

---



Consommateurs  
et Sociétés  
Canada

Consumer and  
Corporate Affairs  
Canada

## BULLETIN SUR L'INSOLVABILITÉ

Publié par le  
Surintendant des faillites,  
Bureau des Corporations  
et de la Politique législative,  
Ministère des Consommateurs  
et des Sociétés.

Le Bulletin sur l'insolvabilité a pour objectif de promouvoir la communication et de raffermir les liens entre le Bureau du Surintendant des faillites et les praticiens. Il s'adresse notamment aux syndics, juristes, registraires, comptables, gérants de crédit ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent aux domaines de la faillite et de l'insolvabilité.

Le Bulletin sur l'insolvabilité est publié et distribué gratuitement dix fois par année, les mois de juin, juillet et août étant regroupés dans un seul numéro.

Les opinions exprimées dans le Bulletin n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Bureau du Surintendant des faillites. La reproduction totale ou partielle des articles signés est interdite sauf consentement écrit de l'éditeur responsable.

Les demandes d'abonnement et toute correspondance doivent être adressées à l'éditeur responsable.

## INSOLVENCY BULLETIN

Issued by the  
Superintendent of Bankruptcy,  
Bureau of Corporate Affairs  
and Legislative Policy,  
Department of Consumer  
and Corporate Affairs.

The objective of the Insolvency Bulletin is to promote communication and strengthen ties between the Office of the Superintendent of Bankruptcy and insolvency professionals. The Bulletin is aimed particularly at trustees, jurists, registrars, accountants, credit managers and to those with a general interest in bankruptcy and insolvency.

The Insolvency Bulletin is a free publication, published ten times a year. It combines the months of June, July and August in one single issue.

The opinions expressed in the Bulletin are solely those of individual authors and may not reflect the policy of the Office of the Superintendent of Bankruptcy. Reproduction in whole or in part of signed articles is prohibited without permission in writing from the editor.

Subscription requests and all correspondence should be addressed to the editor.

---

### Renseignements:

Direction des faillites  
Place du Portage, Phase II  
165, rue Hôtel de Ville  
Niveau commercial  
Hull (Québec)  
K1A 0C9

Francine Emery, Coordonnatrice/Coordinator  
Henri Massüe-Monat, Éditeur responsable/Editor

### For information:

Bankruptcy Branch  
Place du Portage, Phase II  
165 Hôtel de Ville Street  
Commercial Level  
Hull, Quebec  
K1A 0C9

1-819-994-4760  
1-819-997-3825

---

# Table des matières

---

# Table of Contents

---

Examen écrit de 1990 pour les candidats à une licence de syndic (Parties C, D et E) . . . . .	80
Statistiques — mois de novembre 1991 . . . . .	129
Adresse des bureaux du Surintendant des faillites . . . . .	A-1
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse . . . . .	A-2

1990 Written Examination for Applicants to Trustee Licences (Parts C, D and E) . . . . .	81
Statistics — month of November 1991 . . . . .	129
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy . . . . .	A-1
Notice to Publisher of Change of Address . . . . .	A-2

## Errata

Dans le numéro de décembre 1991, nous avons publié un «Hommage à M. le Juge J. L. MacPherson», mais avons omis d'y insérer le nom de l'auteur. Cet article a été écrit par un ami de longue date et associé de feu M. le Juge MacPherson, Me John McNiven. Me McNiven agit comme Conseil pour la firme McNiven, Kelly & O'Neil, de Calgary. Nous nous excusons auprès de nos lecteurs pour cet oubli.

## Erratum

In our issue of December 1991, we published a "Tribute to Mr. Justice J. L. MacPherson", but neglected to mention the name of the author. This article was written by a long time friend and partner of the late Mr. Justice MacPherson, Mr. John McNiven. Mr. McNiven is from Calgary and is Counsel with the firm McNiven, Kelly & O'Neil. We regret the inconvenience this oversight may have caused to our readers.

---

# Examen écrit de 1990 pour les candidats à une licence de syndic\*

---

## PARTIE C 58 points

---

### Question 1 (8 points)

---

Jean Cadieux, fermier, vous demande conseil en votre qualité d'expert en insolvabilité. Il vous informe que la Banque Canadienne va lui réclamer le remboursement de son prêt dans les cinq jours. Il vous dit aussi que son fournisseur en grains a obtenu un jugement et que l'hérissier est sur le point d'agir. En outre, Pierre Lahaie menace de l'obliger à faire cession de ses biens en raison d'une dette de 8 000 \$ que M. Cadieux lui devait il y a quatre mois. M. Cadieux vous demande de répondre aux questions suivantes :

- a) «Existe-t-il des lois qui viennent en aide aux fermiers dans ma situation et comment ces lois peuvent-elles m'aider à résoudre mes problèmes financiers?»
- b) «M. Lahaie peut-il m'obliger à faire une cession de mes biens?» (Justifiez votre réponse.)
- c) «Si je fais une cession de mes biens, le fournisseur en grains peut-il les saisir?»

### Réponse 1a :

- a) *La Loi sur l'examen de l'endettement agricole* peut être invoquée pour aider à résoudre des problèmes financiers :
  - (i) en permettant à l'agriculteur de suspendre les recours des créanciers garantis pendant une période pouvant aller jusqu'à 90 jours dans une situation où des délais supplémentaires sont accordés;
  - (ii) en obtenant du temps pour présenter une proposition (un arrangement) aux créanciers.
- b) En vertu de l'article 48 de la Loi sur la faillite, un agriculteur ne peut être forcé à déclarer faillite.

*Bennett on Bankruptcy*, CCH Canadian Limited, 1989, page 35

---

\* Nous publions dans ce numéro les parties C, D et E des questions de l'examen de 1990 des syndics, ainsi que des renvois à la doctrine et à la jurisprudence pertinentes qui donnent des choix de réponses possibles aux questions. Les parties A et B ont été publiées dans le numéro précédent. Les questions d'examen, et la documentation de référence qui les accompagne, sont publiées comme sujets d'intérêt général et pour la gouverne des personnes intéressées.

La documentation de référence ne constitue pas un barème de correction aux questions d'examen. Il peut s'y trouver des renseignements tirés des corrigés, mais aussi des observations, suggestions et recherches effectuées avant, pendant et après le processus d'examen.

Le Bureau du surintendant des faillites aimerait recevoir des suggestions quant aux textes de doctrine, de jurisprudence ou d'avis juridiques qui pourraient venir compléter la documentation actuelle. Les lecteurs sont invités à lui faire part de suggestions, remarques ou autres observations qui pourraient étayer encore la documentation.

---

# 1990 Written Examination for Applicants to Trustee Licences\*

---

## PART C 58 Marks

---

### Question 1 (8 Marks)

---

Joe Smith, a farmer, asks for advice from you as an insolvency expert. He informs you that the Canadian Bank is about to call his loan within the next 5 days. He also states that his grain supplier has a judgment and that the Sheriff is about to act. In addition, Peter Hay threatens to petition Mr. Smith into bankruptcy for a debt of \$8,000 that should have been paid 4 months ago. Mr. Smith asks you to respond to the following questions:

- a) "What legislation is available to assist farmers in my situation and how can this legislation help solve my financial problem(s)?"
- b) "Can I be forced into bankruptcy by Mr. Hay?" (Support your answer).
- c) "If I file an assignment, can the grain supplier execute on the judgment?"

### Reference 1a:

- a) The "Farm Debt Review Act" is available to assist in solving financial problems by:
  - (i) allowing a farmer to *stay the proceedings* of *secured creditors* for up to *90 days* in an extension situation.
  - (ii) buying time to formulate a proposal (arrangement) with the creditors.
  
- b) Pursuant to section 48 of the Bankruptcy Act a farmer cannot be forced into bankruptcy.

*Bennett of Bankruptcy*, CCH Canadian Limited, 1989, page 35

---

\* You will find in this month's Bulletin parts C, D and E of the 1990 trustee examination questions together with references to the various materials, authorities and opinions that reflect possible answers to these questions. Parts A and B have been published in last month's Bulletin. The examination questions and the accompanying reference information are published as a matter of general interest and for the information of the insolvency community.

The material is not an answer key to the examination questions. The material referred to may include information taken from the answer keys together with comments, suggestions and research efforts conducted before, during and after the examination process.

The editors welcome any further suggestions as to authorities, reference materials and opinions that can further illustrate the answers to these questions. Your suggestions, criticisms of other comments that may expand upon the reference information would be welcome.

---

*Langille et al v. T.D. Bank*, (1983) 49 C.B.R.(N.S.) 26

*Re Witchean Lake Farms Ltd.*(1974), 20 C.B.R. (N.S.) 91 (C.A. Sask.) : l'exception ne s'applique qu'à des personnes physiques, et non à des personnes morales.

*Bankruptcy Law of Canada*, Houlden and Morawetz, Carswell, 1990, pages 2 à 11 :

«On ne peut déposer une pétition contre un particulier s'occupant exclusivement de pêche, d'agriculture ou de culture du sol (art. 48). C'est au pétitionnaire qu'il incombe de démontrer que le débiteur ne s'occupait pas exclusivement d'agriculture : *Re Nerlich*, 12 C.B.R. 383. Le fait que le débiteur s'occupe d'élevage de volaille ne suffit pas à démontrer que celui-ci ne s'occupe pas exclusivement d'agriculture; il en est de même du fait qu'il a loué des parties de sa ferme et qu'il reçoit un certain revenu de location : *Re Nerlich*, précité. Le débiteur qui s'était engagé en affaires et avait contracté des dettes et qui devient par la suite agriculteur ne s'occupe pas exclusivement d'agriculture : *Re Doerbecker*, (1941) 22 C.B.R. 349 (Ont.); *Re Gartrell*, (1923) 3 C.B.R. 874, confirmé à 4 C.B.R. 103 (C.A. Sask.).

Une ordonnance de séquestre en faillite peut être prononcée contre une personne morale s'occupant exclusivement d'agriculture. Le mot «particulier» employé à l'article 48 de la Loi sur la faillite, qui exclut les particuliers s'occupant exclusivement d'agriculture des dispositions relatives aux ordonnances de séquestre de la Loi sur la faillite, ne s'applique pas aux sociétés commerciales. Dans cet article, le mot «particulier» signifie une personne physique par opposition à une personne morale : *Re Witchean Lake Farms Ltd.*, 20 C.B.R. (N.S.) 91, (1975) W.W.R. 471, 50 D.L.R. (3d) 314 (C.A. Sask.)»

c) **Non.** Lorsqu'une cession en faillite est déposée, il y a suspension de toutes les actions contre le débiteur ou ses biens.

*Loi sur la faillite*, par. 69(1) (2) :

«Lors de la déposition d'une proposition faite par une personne insolvable ou lors de la faillite de tout débiteur, aucun créancier ayant une réclamation prouvable en matière de faillite n'a de recours contre le débiteur ou contre ses biens, ni ne peut tenter ou continuer une action, exécution ou autres procédures pour le recouvrement d'une réclamation prouvable en matière de faillite, tant que le syndic n'a pas été libéré ou que la proposition n'a pas été refusée, sauf avec l'autorisation du tribunal et aux conditions que ce dernier peut imposer.»

«... un créancier garanti peut réaliser sa garantie ou autrement en disposer...»

---

*Langille et al v. T.D. Bank* (1983) 49 C.B.R.(N.S.) 26

*Re Witchean Lake Farms Ltd.* (1974), 20 C.B.R. (N.S.) 91 (Sask.C.A.): the exemption only applies to individuals, not corporations.

*Bankruptcy Law of Canada*, Houlden and Morawetz, Carswell, 1990, page 2-11

"A petition cannot be presented against an individual engaged solely in fishing, farming or the tillage of the soil (s.48). The onus is on the petitioner to show that the debtor is not engaged solely in farming: *Re Nerlich*, 12 C.B.R. 383. The fact that the debtor raises poultry is not sufficient to show that the debtor is not engaged solely in farming nor is the fact that he has leased parts of his farm and is receiving some rental income: *Re Nerlich*, supra. If a debtor has been engaged in business and incurs debts, and later becomes a farmer, he is not engaged solely in farming: *Re Doerbecker*, (1941) 22 C.B.R. 349(Ont); *Re Gartrell*, (1923) 3 C.B.R. 874, affirmed 4 C.B.R. 103 (Sask. C.A.).

A receiving order in bankruptcy may be made against a corporation engaged solely in farming. The word "individual" as used in s.48 of the Bankruptcy Act, which exempts individuals engaged solely in farming from the receiving order provisions of the Bankruptcy Act, does not apply to corporations. In that section the word "individual" means a natural person as distinct from a corporation: *Re Witchean Lake Farms Ltd.*, 20 C.B.R. (N.S.) 91, (1975) W.W.R. 471, 50 D.L.R. (3d) 314 (Sask. C.A.)."

c) **No.** When an assignment in bankruptcy is filed all actions against the debtor or his property are stayed.

*Bankruptcy Act*, sec. 69(1) (2)

"On the filing of a proposal made by an insolvent person or on the bankruptcy of any debtor, no creditor with a claim provable in bankruptcy shall have any remedy against the debtor or his property or shall commence or continue any action, execution or other proceedings for the recovery of a claim provable in bankruptcy until the trustee has been discharge or until the proposal has been refused, unless with the leave of the court and on such terms as the court may impose."

"....., a secured creditor may realize or otherwise deal with his security ....."



---

---

## Question 2 (8 points)

---

B est insolvable. A, le bailleur, est un important créancier de B en raison de prêts impayés et de 10 mois d'arriérés de loyer. A et B ne sont pas liés. B rembourse tous les loyers en souffrance et la plus grande partie de l'argent emprunté 4 mois avant de faire une cession de ses biens. Les créanciers devraient recevoir un dividende d'environ cinq cents du dollar de la faillite de B.

Discutez des divers moyens dont dispose le syndic pour attaquer les paiements faits à A et de ses chances de succès dans chaque cas.

### Réponse 2 :

#### Considérations :

**(A) Préférence frauduleuse** — aucune chance de succès.

Même si le débiteur locataire était insolvable et que le paiement versé au bailleur pouvait constituer une préférence, les parties n'étaient pas liées et le paiement a eu lieu plus de trois mois avant la faillite.

*Loi sur la faillite, par. 95 (1) :*

«Est tenu pour frauduleux et inopposable au syndic dans la faillite tout transport ou transfert de biens ou charge les grevant, tout paiement fait, toute obligation contractée et toute instance judiciaire intentée ou subie par une personne insolvable en faveur d'un créancier ... en vue de procurer à ce créancier une préférence sur les autres créanciers, si la personne qui opère ce transport ou transfert, qui contracte cette obligation ou qui intente, paie ou subit cette instance judiciaire devient en faillite dans un délai de trois mois après la date de ce transport ou transfert, de cette obligation ou de cette instance judiciaire.»

*Bennett on Bankruptcy, CCH, 1989, page 73*

**(B) Disposition de biens en fiducie** — aucune chance de succès.

Même s'il y a eu paiement durant l'année précédant la date de la faillite, il ne semble y avoir aucune intention de faire en sorte que le paiement soit retenu ou préservé pour le compte du débiteur failli dans une forme qui permette de le retracer.

*Loi sur la faillite, par.91(1)*

«Toute disposition de biens en fiducie est inopposable au syndic, si le disposant devient failli durant l'année qui suit la date de la disposition.»

*Bennett on Bankruptcy, CCH 1989, page 68 Re Bozanich, [1942] R.C.S. 130.*

**(C) Loi sur les cessions en fraude des droits des créanciers** (lois provinciales) — aucune chance de succès.

— aucune chance de succès puisque le syndic doit habituellement prouver que le failli et le bénéficiaire du paiement ont eu l'intention de léser, de gêner ou de retarder les créanciers. Puisqu'il y avait contrepartie, il est impossible de prouver cette intention.

---

---

## Question 2 (8 Marks)

---

B is insolvent. A, the landlord, is a substantial creditor of B because of outstanding loans and ten months rent arrears. A and B are not related. B repays all the rental arrears and most of the monies borrowed, four months before he is petitioned into bankruptcy. The creditors will receive in B's bankruptcy a dividend of about five cents on the dollar.

Discuss the various means by which the trustee might attack the payments to A and indicate the trustee's chances of success for each.

### Reference 2:

#### Considerations:

##### (A) Fraudulent Preference — No chance for success:

Although the tenant debtor was insolvent and the payment to the landlord may have been a preference, the parties were not related and the payment was made more than three months before.

*Bankruptcy Act, sec 95 (1)*

".....every payment made .....by any insolvent person in favour of any creditor.....with a view to giving that creditor a preference over the other creditors shall, if that person becomes bankrupt within three months .....be deemed fraudulent and void as against the trustee in the bankruptcy."

*Bennett on Bankruptcy, CCH, 1989, page 73*

##### (B) Settlement — No chance for success:

Although there was a payment made within one year of the date of bankruptcy, there appears to be no intention that the payment was retained or preserved for the benefit of the bankrupt debtor in such a form that can be traced.

*Bankruptcy Act, sec.91(1)*

"Any settlement of property, if the settlor becomes bankrupt within one year after the date of settlement, is void against the trustee."

*Bennett on Bankruptcy, CCH 1989, page 68 Re Bozanich, (1942) S.C.R. 130.*

##### (C) *Fraudulent Conveyances Act* — No chance for success (provincial legislation)

— no chance for success since the trustee must usually prove that both the bankrupt and the transferee intended to defeat, hinder, or delay the creditors. Since there was valuable consideration the intention would negate the intention.

---

*Re Panfab*, 15 C.B.R. (N.S.) 20,  
*Mulcahy v. Archibold*, 28 R.C.S. 523,  
Code civil, art. 1032

**(D) Transaction révisable** — aucune chance de succès.

Le paiement n'est pas une transaction révisable puisque le bailleur et le créancier n'étaient pas liés et qu'ils semblent avoir traité à distance avec une contrepartie à la juste valeur du marché.

*Loi sur la faillite*, art. 3, 100 :

«Pour l'application de la présente loi, une personne qui a conclu avec une autre personne une transaction autrement qu'à distance est réputée avoir conclu une transaction révisable.»

«Lorsqu'une personne qui a ...loué ... au moyen d'une transaction révisable fait faillite dans les douze mois qui suivent la transaction, le tribunal peut, à la demande du syndic, enquêter pour déterminer si le failli a donné ou reçu, selon le cas, une juste valeur du marché...»

*Bennett on Bankruptcy*, CCH 1989, page 79

---

### Question 3 (6 points)

---

Vous êtes nommé séquestre/agent d'un magasin de produits électroniques et de téléviseurs. Voici les problèmes que vous avez à l'égard de la clientèle :

- I. George a versé un acompte de 400 \$ sur une commande spéciale qui a été livrée après que vous ayez pris possession des lieux. Il veut payer le prix de vente convenu, soit 2 000 \$, moins son acompte de 400 \$. Le prix de revient de l'article est de 1 300 \$.
- II. Jacques a retourné un téléviseur défectueux. Le fabricant a livré un appareil de remplacement qui se trouve dans la salle de réparation prêt à emporter. Jacques veut qu'on le lui remette immédiatement.
- III. Jean a versé un acompte de 200 \$ sur un téléviseur de 400 \$. L'appareil est entreposé et la facture est collée sur le téléviseur. Il désire payer le solde de 200 \$ et prendre livraison de son téléviseur.

Donnez les mesures que le séquestre/agent devrait prendre dans chaque cas énumérés ci-dessus. Justifiez votre réponse.

### Réponse 3 :

**Conclusions :**

Problème I.

Conclure la vente et encaisser un profit de 700 \$, ce qui constitue une bonne décision d'affaires.

Problème II.

Si le magasin a agi à titre d'agent entre Jacques et le fabricant, on peut assumer que l'appareil de remplacement était probablement destiné à Jacques. Si tel n'est pas le cas, l'appareil de remplacement appartient au magasin.

---

*Re Panfab*, 15 C.B.R. (N.S.) 20,  
*Mulcahy v. Archibold*, 28 S.C.R. 523,  
*Civil Code*, sec. 1032

**(D) Reviewable Transaction** — No chance for success

The payment is not a reviewable transaction since the landlord and debtor are not related and appear to be dealing at arms length with consideration at fair market value.

*Bankruptcy Act*, sec. 3,100

"For the purposes of this Act, a person who has entered into a transaction with another person other than at arm's length shall be deemed to have entered into a reviewable transaction."

"Where a person who has .....leased.....in a reviewable transaction becomes bankrupt within twelve months ....the court may inquire into whether the bankrupt gave or received ....fair market value....."

*Bennett on Bankruptcy*, CCH 1989, page 79

---

**Question 3 (6 Marks)**

---

You are appointed receiver/agent of a TV and electronics store. There are the following customer problems:

- I. George has put \$400 down on a special order which was delivered after you took possession of the premises. He wants to pay the agreed selling price of \$2,000 less the \$400 deposit. The item has a cost value of \$1,300.
- II. Jack has returned a defective TV. A replacement has been shipped by the manufacturer and it is in the repair room to be picked up. Jack wants his TV given to him immediately.
- III. John has made a \$200 deposit on a \$400 TV. The TV is stored in a storage room with his invoice taped to it. He wishes to pay \$200 and get his TV.

Explain, with reason, what actions the receiver/agent should take in all of the above circumstances.

**Reference 3:**

**Conclusions:**

Problem I.

Complete the sale and make a profit of \$700 making this a good business decision.

Problem II.

If the TV store acted as an agent between Jack and the manufacturer it can be assumed that the replacement TV was presumably for Jack. If not, the replacement TV does not belong to the debtor.

---

**Problème III.**

Jean ne peut obtenir le téléviseur même si sa facture y est collée, puisqu'il n'a pas la qualité de créancier garanti contre le magasin. Telle est la loi en Ontario; toutefois, il pourrait être commercialement utile de conclure la vente.

**Sources :**

Loi provinciale ou Common Law.

---

**Question 4 (9 points)**

---

A, propriétaire d'une quincaillerie située dans des locaux loués, se trouve dans une situation financière difficile provoquée par la concurrence, le mauvais emplacement du magasin et la lenteur de rotation des stocks. Il fait une cession de ses biens.

**Actif :**

- (a) stocks au prix coûtant 23 000 \$;
  - (a.i) «autres stocks en consignation» au prix coûtant 7 000 \$;
- (b) comptes-clients 6 000 \$;
- (c) matériel et outillage 40 000 \$ (valeur comptable);
- (d) assurance-vie à terme souscrite il y a 10 ans, désignant sa femme bénéficiaire 250 000 \$.

**Passif :**

- (e) dette bancaire (valablement garantie par le nantissement des stocks et des comptes-clients) 25 000 \$;
- (f) un créancier qui a fourni des stocks en consignation 7 000 \$;
- (g) rémunération de deux employés 800 \$ chacun;
- (h) locateur (4 mois d'arriérés) 6 000 \$;
- (i) Revenu Canada (arriérés d'impôts sur le revenu et pénalités) 2 000\$
- (j) taxes municipales 1 200 \$;
- (k) fournisseurs non garantis 15 000 \$;
  - Primes du Régime de pensions du Canada (non versées) :
- (l) quote-part de l'employé 150 \$;
- (m) quote-part de l'employeur 200 \$;
  - Primes d'assurance-chômage (non versées) :
- (n) quote-part de l'employé 250 \$;
- (o) quote-part de l'employeur 300 \$.

A décède quelques jours après la cession de ses biens, mais avant son examen par le séquestre officiel ou l'assemblée des créanciers. Outre les créances mentionnées ci-dessus, le syndic reçoit une réclamation de 12 500 \$ du directeur du salon funéraire, soit 2 500 \$ pour le cercueil et 10 000 \$ pour une pierre tombale. Les honoraires du syndic sont estimés à 3 000 \$.

Établissez la priorité de rang et les garanties connexes, s'il en est, de chaque créance.

---

Problem III.

John does not get the TV notwithstanding that his invoice is taped to it since he does not have a secured status against the company. However, it may be good business to complete the sale.

**Authorities:**

Provincial or Common Law.

---

**Question 4 (9 Marks)**

---

A, the proprietor of a hardware store in rented premises, finds himself in financial difficulties because of competition, bad location and slow moving inventory. He files an assignment in bankruptcy.

**His assets:**

- (a) inventory at cost — \$23,000;
  - (a.i) other inventory on consignment at cost \$7,000
- (b) accounts receivable — \$6,000
- (c) machinery and equipment — \$40,000 (book value)
- (d) term life insurance, taken out 10 years ago naming his wife as beneficiary — \$250,000

**His debts:**

- (e) bank (validly secured on inventory and account receivable) — \$25,000
- (f) creditor who supplied consignment inventory \$7000
- (g) wages for two employees — \$800 each
- (h) landlord (4 months in arrears) — \$6,000
- (i) Revenue Canada (arrears income tax & penalties) \$2000.
- (j) municipal tax — \$1,200
- (k) unsecured suppliers — \$15,000
  - Canada Pension Plan premiums (not remitted)
- (l) employee' portion — \$150
- (m) employers' portion — \$200
  - Unemployment Insurance premiums (not remitted)
- (o) employees' portion — \$250
- (p) employer's portion — \$300

A dies a few days after the assignment was filed but before his examination by the official receiver or meeting of creditors. In addition to the claims noted above, the trustee also receives a claim from the funeral director for \$12,500 comprised of \$2,500 for the casket and funeral and \$10,000 for a tombstone. The trustee's fees are estimated to be \$3,000.

Establish the priority of claims and related securities.

---

## Réponse 4 :

PRIORITÉ DE RANG DES CRÉANCES : *Loi sur la faillite*, art. 136 :

1. La banque (e) reçoit en premier lieu 23 000 \$ des stocks (a);
2. la banque (e) reçoit 200 \$ des comptes-clients (b);
3. le créancier (f) reçoit 7 000 \$ en compensation des stocks en consignment (a.i);
4. le Régime de pension (l) et l'assurance-chômage (quote-part de l'employé (o)), obtiennent 400 \$;
5. les frais funéraires moins la pierre tombale, soit 2 500 \$;
6. les honoraires du syndic, soit 3 000 \$;
7. le prélèvement du surintendant, 5 %, soit 2 350 \$;
8. la rémunération des deux employés (g) soit 500 \$ chacun;
9. les taxes municipales (j) payées 1 200 \$ (alinéa 136e) — (sauf si la créance constitue une charge sur l'immeuble);
10. le locateur (h) reçoit un paiement de 3 mois, soit 4 500 \$ (alinéa 136f);
11. le Régime de pensions du Canada (m) reçoit 200 \$;
12. l'assurance-chômage (p) reçoit 300 \$;
13. Revenu Canada reçoit 2 000 \$;
14. les autres créances ne sont pas garanties :
  - (i) le solde de 10 000 \$ pour la pierre tombale;
  - (ii) le solde de la rémunération des employés ( $300 \times 2 = 600$  \$);
  - (iii) le solde du loyer du propriétaire à 1 500 \$;
  - (iv) les fournisseurs sont des créanciers non garantis, dont la créance s'élève 15 000 \$.

Parmi les créances non garanties, se trouvent le solde de la rémunération, la pierre tombale (jugée déraisonnable dans les circonstances), un mois de loyer, les créances des fournisseurs non garantis et peut-être la banque si elle ne peut régler sa créance en réalisant sa garantie.

---

## Question 5 (7 points)

À l'instigation de la Banque XY, la compagnie A vous engage pour la conseiller au sujet de sa situation financière. En cours d'enquête, vous constatez que la sùreté de la Banque XY n'a pas été valablement enregistrée.

À qui devez-vous faire part de cette situation? Quand et pourquoi?

## Réponse 5 :

**Considérations :**

- (1) Immédiatement à la compagnie A, votre cliente, oralement;
- (2) Puis par écrit à la compagnie A, en passant en revue les mesures possibles;
- (3) Après la revue des mesures avec la compagnie A, remettre à la banque un projet de rapport;
- (4) Remettre enfin un rapport final à la banque.

---

## Reference 4:

PRIORITY OF CLAIMS: *Bankruptcy Act*, sec. 136:

1. Bank (e) gets paid first \$23000. from inventory (a);
2. bank (e) gets paid \$200. from receivables (b);
3. creditor (f) gets \$7000 offset from consignment (a.i);
4. pension plan (l) and UIC employees (o) get \$400;
5. funeral expenses less tombstone paid at \$2500;
6. trustees' fees paid at \$3000;
7. superintendent's of 5% paid at \$2,350;
8. wages for two employees (g) paid at \$500 each;
9. municipal tax (j) paid at \$1,200 (sec. 136(e)) —(applies only where the tax does not constitute a lien against real property);
10. landlord (h) paid 3 months at \$4500 (sec136(f));
11. Canada Pension Plan (m) is paid \$200;
12. Unemployment Insurance (p) is paid \$300;
13. Revenue Canada is paid \$2000 & \$2500;
14. the remainder are unsecured:
  - (i) the tombstone balance of \$10,000;
  - (ii) the balance of the employee wages ( $\$300 \times 2 = \$600$ );
  - (iii) the balance of the landlords rent @ \$1500;
  - (iv) the suppliers are unsecured at \$15,000.

As unsecured we will find the balance of wages, the tombstone (deemed unreasonable in circumstances), landlord for a month, unsecured suppliers and possibly the bank if it fails to cover its claim by realizing its security.

---

## Question 5 (7 Marks)

---

At the instigation of the XY Bank, you are engaged by Company A to advise them about their financial affairs. During the course of your investigations, you determine that the security of XY Bank has not been properly registered.

To whom should you report this fact, when, and why?

## Reference 5:

**Considerations:**

- (1) Immediately to Company A, your client orally.
- (2) Then in writing to company A reviewing their possible actions.
- (3) Then after the review with Company A, report to the bank in draft form.
- (4) Finally in a final report to the bank.



---

**Sources :**

Pratique courante.

---

**Question 6 (6 points)**

A titre de séquestre/agent de la Compagnie A, vous réclamez le paiement des comptes à recevoir. Vous recevez un chèque de 2 500 \$ de Tricots Delta. Compagnie B, qui est liée à Compagnie A, vous dit qu'une erreur a été commise et que l'argent leur était destiné. Tricots Delta le confirme. Compagnie B doit de l'argent à Compagnie A et refuse de le lui rembourser. Compagnie A vous demande de déduire les 2 500 \$ du compte en souffrance de Compagnie B.

Expliquez ce que vous feriez avec l'argent reçu. Justifiez votre réponse.

**Réponse 6 :**

**Considérations :**

1. Vous adopteriez une approche de bon sens.
2. Dans une juridiction de common law, l'argent est détenu en fiducie.
3. Le séquestre/agent ne peut donner suite à la demande de la compagnie A de procéder à une compensation.

**Mesure à prendre :**

Les sommes devraient être retournées à Tricots Delta.

---

**Question 7 (6 points)**

Vous êtes le séquestre/agent d'une compagnie et vous avez bien rempli votre mandat. Il vous reste un surplus de 75 000 \$ après avoir payé tous les débours et les honoraires découlant de la faillite, et les dettes envers le créancier garanti.

Les personnes suivantes vous réclament de l'argent :

- I. un actionnaire minoritaire à qui la compagnie doit 50 000 \$ sur un prêt qu'il lui a consenti;
  - II. Revenu Canada, ayant signifié une «Demande formelle à des tiers» en vue de percevoir les primes d'assurance-chômage (la quote-part de l'employeur et diverses pénalités relatives aux retenues à la source payées), doit 10 000 \$. La demande est présentement en appel;
  - III. le syndicat exigeant des indemnités de départ pour les employés, des cotisations syndicales déduites, mais non versées, etc. 145 000 \$;
  - IV. des créanciers commerciaux pour un total de 250 000 \$.
- a) Quels sont vos choix pour disposer du surplus?
  - b) Comment disposeriez-vous du surplus? Justifiez votre réponse.

---

**Authority:**

Common practice.

---

**Question 6 (6 Marks)**

---

As receiver/agent of Company A, you signify the accounts receivable. You receive a cheque from Delta Knitting for \$2,500. Company B, related to Company A, tells you that a mistake has been made and that the money was for their account. Delta Knitting confirms this. Company B owes money to Company A which Company B refused to pay but Company A asks you to reduce the outstanding Company B account by the above \$2,500.

Explain, with reasons, what action you would take with the funds received.

**Reference 6:**

**Considerations:**

1. Common sense approach.
2. In common law jurisdiction, the funds are a trust.
3. Receiver/Agent cannot honor Company A request for offset.

**Action:**

The funds should be given back to Delta Knitting.

---

**Question 7 (6 Marks)**

---

You are receiver/agent of a company and have very successfully carried out your responsibilities. There remains a surplus of \$75,000 in your hands after paying all of the fees and expenses of the receivership together with the secured creditor's debt.

The following have demanded funds:

- I. a minority shareholder who is owed \$50,000 on a loan to the company
- II. Revenue Canada serving a "Demand on Third Parties" to collect UIC, (the employer's portion and various penalties relating to payroll deductions remitted) \$10,000. The demand is presently under appeal by the company.
- III. the labour union demanding severance pay for employees, union dues deducted but not remitted, etc. \$145,000.
- IV. trade creditors total \$250,000

- (a) What are the alternatives available to you to dispose of the surplus funds?
- (b) How would you dispose of the surplus funds? Justify your answer.

---

## Réponse 7 :

### Considérations :

(a)

1. Remettre l'argent à la compagnie.
2. Verser 10 000 \$ à Revenu Canada et le solde à la compagnie.
3. Verser 10 000 \$ à Revenu Canada et le solde au syndicat.
4. Verser 10 000 \$ à Revenu Canada, 50 000 \$ à l'actionnaire minoritaire et le solde au syndicat.
5. Verser 10 000 \$ à Revenu Canada, 50 000 \$ à l'actionnaire minoritaire et le solde à la compagnie.

(b)

La solution recommandée est de remettre 10 000 \$ au tribunal pour Revenu Canada et le solde à la compagnie, parce que cette somme d'argent est détenue en fiducie et ne devrait pas être versée sans le consentement du propriétaire, sauf s'il y a une ordonnance de la Cour. L'argent devrait être versé au tribunal, ou gardé en réserve en attendant l'issue de l'appel.

---

## Question 8 (3 points)

---

Le failli, Jean Marchand, est un voyageur de commerce à qui appartiennent les biens suivants. Selon lui, ces biens ne sont pas dévolus au syndic de faillite.

- I. une automobile évaluée à 1 500 \$;
- II. un excédent sur la créance hypothécaire de 5 000 \$ dans la demeure conjugale;
- III. un REER autogéré de 4 500 \$.

Examinez brièvement la situation du failli à l'égard de chacun des biens susmentionnés.

## Réponse 8 :

### Situation :

*Les réponses peuvent varier selon les provinces ou les juridictions :*

- I. L'automobile d'un voyageur de commerce est insaisissable.
- II. La valeur nette réelle de la demeure conjugale d'un failli appartient aux héritiers du débiteur, mais puisque la résidence familiale n'est pas expressément exemptée ou mentionnée dans le Code civil du Québec, elle peut ne pas être exemptée.
- III. Le REER autogéré du failli appartient à l'actif du failli.

---

## Reference 7:

### Considerations:

(a)

1. Money back to company.
2. Revenue Canada \$10,000 and balance to company.
3. Revenue Canada \$10,000 and balance to labour union.
4. Revenue Canada \$10,000, minority shareholder \$50,000 and balance to labour union.
5. Revenue Canada \$10,000, minority shareholder \$50,000 and balance to company.

(b)

No. 1. recommended, \$10,000 to Court for Revenue Canada and balance to company; because that money is in trust and should not be disposed of without the consent of the owner unless with a Court Order. It should be sent to the Court or reserved while the appeal is pending.

---

## Question 8 (3 Marks)

---

The bankrupt, John Doe, is a travelling salesman who has the following assets which he says do not vest in the trustee of his estate.

- I. an automobile valued at \$1,500
- II. equity in the matrimonial home of \$5,000
- III. a self directed RRSP in the amount of \$4,500

Briefly discuss the position of the bankrupt regarding each of the assets noted above.

## Reference 8:

### Position:

*Answers may vary by province and/or jurisdiction:*

- I. Automobile of a travelling agent unseizable.
- II. Equity in a bankrupts matrimonial home goes to debtor's heirs, but since the matrimonial home is not specifically exempted or referred to in the Quebec Civil Code it may not be exempted.
- III. A bankrupt's self-directed R.R.S.P. goes to the bankrupt estate.

---

---

### Question 9 (5 points)

---

Deux inspecteurs sont présents à une assemblée convoquée pour décider s'il faut accepter l'unique soumission. L'un des inspecteurs se prononce en faveur, l'autre contre.

Dressez la liste des options dont dispose le syndic dans cette affaire et recommandez la ligne de conduite que vous lui conseillez d'adopter.

### Réponse 9 :

#### Considérations :

#### *Solutions possibles*

1. S'abstenir de voter, rejeter la soumission.
2. Accepter la soumission en votant favorablement.
3. Convoquer une assemblée des créanciers.
4. Demander des directives au tribunal.

#### *Recommandations*

1. Dans l'ordre suivant :
  - a. Consulter l'inspecteur absent, s'il y en a un;
  - b. Le syndic accepte ou refuse en votant;
  - c. Laisser la décision à l'assemblée des créanciers si cela est pratique;
  - d. Enfin, demander des directives au tribunal.

#### *Loi sur la faillite par. 117(2) :*

«Lorsque à une assemblée des inspecteurs les opinions sont également partagées, l'avis d'un inspecteur absent doit être demandé afin de résoudre le différend; au cas où le différend ne peut être ainsi résolu, il le sera par le syndic, à moins que le différend ne se rapporte à la propre conduite du syndic ou à son propre intérêt, auquel cas le différend sera réglé par les créanciers ou le tribunal.»

---

---

**Question 9 (5 Marks)**

---

There are two inspectors at a meeting to consider whether the one and only tender should be accepted. One inspector votes to accept it and the other inspector votes against accepting it.

List the various alternatives available to the trustee in this matter and recommend a course of action the trustee should follow.

**Reference 9:****Considerations:***Alternatives*

1. Abstain from voting, reject the tender.
2. Accept tender by voting for.
3. Call a meeting of creditors.
4. Apply to court for direction.

*Recommendations*

1. In the following order:
  - a. Consult absent inspector, if any;
  - b. Trustee accepts or refuses with the casting vote;
  - c. Meeting of creditors to decide if practical;
  - d. Finally application to the Court for directions.

*Bankruptcy Act sec. 117(2)*

"In the event of an equal division of opinion at a meeting of inspectors, the opinion of any absent inspector shall be sought in order to resolve the difference, and in the case of a difference that cannot be so resolved, it shall be resolved by the trustee, unless it concerns his personal conduct or interest in which case it shall be resolved by the creditors or the court."

---

## PARTIE D 18 points

Section au choix

\*\* Ne répondez qu'à trois questions \*\*  
(seules les trois premières réponses seront corrigées)

---

### Question 1 (6 points)

---

On vous nomme syndic de faillite d'un commerce de détail. Vous avez pris possession des biens et en avez fait l'inventaire partiel. Dans la nuit, le propriétaire change les serrures des lieux et refuse de vous y donner accès.

Dans cette situation, identifiez chaque problème et apportez-y une solution en justifiant votre démarche.

#### Réponse 1 :

**Problèmes :**

Le propriétaire a enlevé les biens au syndic, à qui il refuse l'accès.

**Considérations :**

1. La nécessité d'évaluer les biens de l'actif pour vérifier le bilan de réalisation éventuelle.
2. La nécessité de contrôler les biens de l'actif pour la vente ou pour la poursuite des affaires.
3. La nécessité de protéger les biens de l'actif au moyen d'une assurance et de mesures conservatoires.

**Objectifs :**

- (1) Obtenir à nouveau *la possession* des stocks et compléter l'inventaire physique.
- (2) Reprendre possession des lieux pour leur utilisation par l'actif.

**Motifs :**

- (1) Pour maximiser la réalisation des biens de l'actif.
- (2) Pour terminer l'inventaire et assurer les stocks.
- (1) Pour négocier au besoin une prolongation du bail permettant la vente des biens de l'actif.

**Mesures :**

- (1) Changer à nouveau les serrures, reprendre possession des lieux et en aviser le propriétaire.
- (2) Si le propriétaire continue à refuser l'accès aux lieux, obtenir une ordonnance civile.
- (3) Obtenir une ordonnance sous le régime de l'article 189 de la Loi sur la faillite vous autorisant à pénétrer dans les lieux et à saisir les biens.
- (4) Reprendre possession des lieux et des biens et terminer l'inventaire.
- (5) Procéder à la réalisation de l'actif sans délai.

**Sources :**

*Some Reflections on Inversion of the Landlord's Claim as a Result of Bankruptcy* by Bernard J. Woloshen, Q.C., *Insolvency Bulletin*, March 1985, Volume 5, Number 3.

---

**PART D**  
**18 Marks**

Optional Section

**\*\* Answer any 3 out of the 6 questions \*\***  
(Only the first three answers will be marked)

---

**Question 1 (6 Marks)**

---

You have been appointed trustee in bankruptcy of a retail company. You have taken possession and partially completed an inventory of the assets. In the middle of the night, the landlord removes your locks from the premises and refuses to give you access.

Identify each problem in this situation and discuss with reason(s) the actions you would take to solve each problem.

**Reference 1:**

**Problems:**

Landlord has taken possession from the trustee and denies access.

**Considerations:**

1. Need to evaluate estate property to verify statement of affairs.
2. Need to control estate property for sale and/or to carry on business.
3. Need to protect estate property with insurance and conservation.

**Objectives:**

- (1) To reobtain *possession* of inventory and complete physical count.
- (2) To regain possession of the premises for use by the estate.

**Reasons:**

- (1) To maximize realization of estate property.
- (2) To complete count of inventory and insure same.
- (3) To possibly negotiate a continuation of the lease for possible sale of estate property.

**Action**

- (1) Change locks again, re-enter and advise the landlord.
- (2) If the landlord continues to deny access, get a civil order to stay.
- (3) Get an order pursuant to section 189 of the Bankruptcy Act to enter the premises and seize the property.
- (4) Regain possession of premises and property and complete count.
- (5) Proceed with realization without delay.

**Authorities:**

*Some Reflections on Inversion of the Landlord's Claim as a Result of Bankruptcy* by Bernard J. Woloshen, Q.C., *Insolvency Bulletin*, March 1985, Volume 5, Number 3.



---

## Question 2 (6 points)

---

Une société n'arrive pas à respecter ses engagements, mais souhaite éviter une cession de ses biens.

**Actif :**

- terrain et bâtiment : 300 000 \$;
- matériel et outillage : 100 000 \$;
- stocks au prix coûtant : 250 000 \$;
- comptes-clients, valeur nominale : 180 000 \$;
- réclamation d'assurance contre les interruptions d'exploitation : 1 000 000 \$, la compagnie d'assurance n'offre que 100 000 \$;
- une réclamation pour rupture de contrat (contestée et en instance) : 500 000 \$.

**Passif :**

- dette bancaire (garantie par terrain et bâtiments au moyen d'une hypothèque de premier rang) : 350 000 \$;
- Revenu Canada : 90 000 \$ au titre des impôts sur les revenus de sociétés;
- taxes d'affaires : 6 000 \$;
- salaires : 5 000 \$ par semaine (aucun arriéré);
- comptes-fournisseurs : 500 000 \$;
- frais divers (y compris les services publics) : 10 000 \$.

Le président-directeur-général («P.d.g.») est âgé et malade et vous demande de traiter avec ses créanciers. De quelles options discuteriez-vous avec le P.d.g.? Quelles options recommanderiez-vous et pourquoi?

### Réponse 2 :

**Considérations :**

1. La juste valeur marchande des éléments de l'actif semble être suffisante pour permettre le paiement de tout le passif et des coûts.
2. Une proposition qui n'est pas acceptée entraînera une faillite et le P.d.g. doit être avisé de ce risque.

**Options :**

- (1) une entente à l'amiable avec les créanciers.
- (2) une proposition en vertu de la Loi sur la faillite.
- (3) une liquidation volontaire.
- (4) une nomination en vertu de la LACC.
- (5) une liquidation en vertu de la Loi sur les liquidations.
- (6) ne rien faire et attendre que les créanciers agissent.

**Recommandation :**

Une liquidation volontaire ou une proposition avec arguments à l'appui.

---

## Question 2 (6 Marks)

---

A corporation is unable to meet its obligations but does not wish to file an assignment in bankruptcy.

The **assets** are:

- land and building valued at \$300,000;
- machinery and equipment valued at \$100,000;
- inventory at cost of \$250,000;
- accounts receivable having a face value of \$180,000;
- insurance claim for business interruption of \$1,000,000;  
the insurance company offers only \$100,000;
- a claim for breach of contract (disputed and in litigation) for \$500,000.

The **liabilities** are:

- bank (secured on land and buildings by way of first mortgage) — \$350,000;
- Revenue Canada — \$90,000 (corporate income tax);
- business taxes — \$6,000;
- payroll — \$5,000 per week (no arrears);
- trade — \$500,000;
- miscellaneous (including utilities) — \$10,000.

The Company's Chief Executive Officer ("C.E.O.") is sick and elderly and would like you to deal with the creditors. What options would you discuss with the C.E.O.? Which option would you recommend and why?

### Reference 2:

**Considerations:**

1. The value of the assets at fair market appear to be sufficient to enable payment of all liabilities and costs.
2. A proposal that fails will end in a bankruptcy and the CEO will have to be informed of this risk.

**Options:**

- (1) private deal with creditors.
- (2) proposal under Bankruptcy Act.
- (3) voluntary liquidation.
- (4) possible appointment under CCAA.
- (5) liquidation under Winding Up Act.
- (6) do nothing and wait for creditor action.

**Recommendation:**

Voluntary liquidation or proposal with supporting arguments.

---

### Question 3 (6 points)

---

La Banque XY vous a engagé pour voir aux affaires de la Compagnie A, une cliente depuis moins d'un an. La banque avait demandé le remboursement de son prêt peu avant votre nomination. Vous déterminez que :

- les conditions de crédit n'ont pas été respectées;
- la compagnie a fait des déclarations inexactes quant à son actif;
- la compagnie est insolvable;
- les chances de redressement sont nulles;
- en cas de liquidation, la banque risque de subir une perte importante.

Dernièrement, le président de la compagnie (la caution du prêt bancaire) a commandé des marchandises en quantité anormalement élevées. La banque a récemment donné des réponses positives aux demandes de renseignements financiers au grand nombre de nouveaux fournisseurs. Vous disposez également de preuves à l'effet que le président a vendu comptant des éléments de l'actif de la compagnie et qu'il a empoché cet argent.

Identifiez les points que vous soulèveriez dans votre rapport à la banque.

### Réponse 3 :

#### Exemples :

1. La date de la demande de remboursement du prêt et la date de nomination.
2. La responsabilité envers les créanciers.
3. La dissipation de l'actif.
4. Le recouvrement auprès du président.
5. Le non-respect des conditions de crédit.
6. La brièveté des relations commerciales avec le client.
7. Le fait que la banque n'a pas une garantie totale.
8. Le fait que la situation se détériore.
9. Des preuves de mauvaise foi, de mauvaise conduite.
10. Les créanciers peuvent avoir été frauduleusement induits à fournir des marchandises.
11. La banque sait qu'il y a peut-être fraude dans les commandes de stocks.
12. Autres.

---

### Question 4 (6 points)

---

Une société a trois actionnaires (qui ne sont pas liés), dont l'un est l'unique administrateur. L'exercice de la société se termine le 31 décembre. La société a fait de petits profits jusqu'en 1988. Toutefois, en 1989, elle a subi d'importantes pertes qui l'ont rendus insolvable selon son bilan au 31 décembre 1989. En avril 1987, elle avait déclaré des dividendes totalisant 150 000 \$ aux actionnaires et les a versés en juillet 1989. En juin 1989, la société avait versé une prime de 100 000 \$ à l'administrateur. En mai 1990, elle a déposé une proposition en vertu de la Partie III de la *Loi sur la faillite*, laquelle a été rejetée par les créanciers durant leur assemblée en juillet 1990. Cette situation s'est soldée par une faillite.

---

### Question 3 (6 Marks)

---

You have been engaged by the XY Bank with respect to Company A, a customer who has been with them less than a year. The bank made demand on its loan shortly before your appointment. You determine that:

- the terms of the credit are not being adhered to
- the company has misrepresented its assets
- the company is insolvent
- there appears to be no hope of a recovery
- the bank will face a substantial shortfall in a liquidation

The president of the company (the guarantor of the bank loan) has recently ordered unusually large quantities of merchandise. The bank has recently replied positively to a large number of credit inquiries from new suppliers. You also have evidence that the president has sold assets of the company for cash and personally pocketed the receipts.

Identify the points you would cover in your report to the bank.

### Reference 3:

#### Example Points:

1. Timing of loan call and appointment.
2. Liability to creditors.
3. Dissipation of the assets.
4. Recovery from principal.
5. Loan out of terms.
6. Short history with customer.
7. Bank is not fully secured.
8. Situation deteriorating.
9. Evidence of bad faith, impropriety.
10. Creditors may have been misled into supplying.
11. Bank knows that there is possible fraud in the ordering of the inventory.
12. Other.

---

### Question 4 (6 Marks)

---

A corporation has three shareholders (not related to each other) one of whom is the sole director. Its fiscal year-end is December 31. The corporation showed small profits until the end of 1988. However, in 1989 the corporation incurred substantial losses as a result of which it was insolvent in accordance with the balance sheet as of December 31, 1989. In April 1987, the corporation declared dividends totalling \$150,000 to the shareholders and paid the same in July 1989. In June 1989, the corporation paid a bonus to the director of \$100,000. In May 1990 the corporation lodged a proposal under Part III of the *Bankruptcy Act* which was rejected by the creditors at their meeting in July 1990, resulting in a bankruptcy.

- 
- a) Quelle était la date effective de la faillite?
  - b) Discutez la position du syndic en ce qui a trait aux dividendes et à la prime.

#### Réponse 4 :

##### Considérations :

- a) La date effective de la faillite était en mai 1990. *Loi sur la faillite*, par. 62(1)  
«Lorsqu'une personne insolvable fait une proposition, le syndic produit une copie de cette proposition au séquestre officiel, et le moment de la production de la proposition constitue le moment pour la détermination des réclamations des créanciers et pour toutes autres fins de la présente loi.»
- (b) Le syndic pourrait réussir à obtenir à la fois le dividende et la prime puisque la débitrice a payé le dividende au cours de l'année, à un moment où elle était insolvable, de sorte que le dividende constitue une transaction révisable en vertu de l'article 100 de la *Loi sur la faillite*, et puisque la débitrice a été rendue insolvable par le paiement de la prime, de sorte qu'il pourrait obtenir un jugement contre l'administrateur et les actionnaires en vertu de l'article 101 de la *Loi sur la faillite* si la personne n'a pas donné une juste valeur du marché pour la prime reçue.

---

#### Question 5 (6 points)

---

En votre qualité de syndic de faillite, vous avez réalisé 15 000 \$. Vous avez utilisé cette somme pour verser 8 500 \$ à un créancier garanti. Vous estimez que vos honoraires s'élèvent à 1 000 \$. L'avocat de l'actif vous présente un mémoire de frais de 1 200 \$ et vous demande de préparer et de signer le «certificat habituel de services rendus», afin qu'il puisse faire taxer son mémoire de frais. L'unique inspecteur de l'actif a donné sa démission et n'a pas été remplacé. Compte tenu des circonstances, vous n'êtes pas très heureux du mémoire de frais de l'avocat.

Quelles solutions s'offrent au syndic après avoir examiné le mémoire de frais de l'avocat?

#### Réponse 5 :

##### Considérations et Sources :

1. En vertu du paragraphe 197(7) de la *Loi sur la faillite*, le total des frais judiciaires ne peut dépasser 10 % des recettes brutes, moins les montants versés aux créanciers garantis, sauf avec l'approbation des inspecteurs et du tribunal.
2. La règle 37 des Règles régissant la faillite prévoit que le mémoire de frais pour services juridiques doit être taxé.
3. La règle 40 des Règles régissant la faillite prévoit que tout mémoire de frais doit raisonnablement décrire la nature des services rendus.
4. Les règles 42 et 43 des Règles régissant la faillite prévoient que nul mémoire de frais ne doit être taxé à moins que le syndic ait examiné le mémoire de frais et déclaré que les services ont été dûment autorisés et rendus et que les charges sont justes et raisonnables.

- 
- (a) What is the effective date of bankruptcy?
  - (b) Discuss the trustee's position concerning the dividends and the bonus.

#### Reference 4:

##### Considerations:

- (a) Effective date of bankruptcy is May 1990. *Bankruptcy Act*, sec. 62(1)  
"Where an insolvent person makes a proposal, the trustee shall file a copy thereof with the official receiver and the time of the filing of the proposal shall constitute the time for the determination of the claims of the creditors and for all other purposes of this Act."
- (b) Trustee could be successful with respect to the recovery of both the dividend and bonus since debtor paid the dividend within one year at a time when the debtor was insolvent making the dividend a reviewable transaction pursuant to *section 100 of the Bankruptcy Act* and since the debtor was rendered insolvent by the payment of the bonus leaving the director and shareholders liable to judgement pursuant to *section 101 of the Bankruptcy Act* if the person did not give fair market value for the bonus received.

---

#### Question 5 (6 Marks)

---

As trustee in bankruptcy, you have realized \$15,000. You paid to a secured creditor \$8,500 from the realization. Your fees are estimated at \$1,000. The estate solicitor presents to you a Bill of Costs for \$1,200 and asks you to prepare and execute the "usual trustee Statement of Satisfaction" so that he may proceed to have his Bill of Costs taxed. The one and only estate inspector has previously resigned and was not replaced. Under the circumstances, you are not too happy with the solicitor's Bill of Costs.

What alternatives does the trustee have upon reviewing the solicitor's Bill of Costs?

#### Reference 5:

##### Considerations & Authorities:

1. Pursuant to *section 197(7) of the Bankruptcy Act*, the total legal costs shall not exceed ten per cent of the gross receipts less amounts paid to secured creditors without the approval of the inspectors and the court.
2. Bankruptcy Rule 37 requires that the bill of costs for the legal services be taxed.
3. Bankruptcy Rule 40 requires the bill of costs to reasonably describe the services rendered.
4. Bankruptcy Rules 42 & 43 prohibit the taxation of a bill of costs unless the trustee has examined the bill and stated that the services were authorized, rendered and the charges are fair and reasonable.

---

**Solutions possibles :**

1. Compte tenu de la *Loi sur la faillite* et des Règles régissant la faillite, le syndic peut négocier avec l'avocat de façon à établir un mémoire de frais pour services juridiques qui respecte la règle 42 des Règles régissant la faillite, à la satisfaction de l'officier taxateur.
2. La déclaration du syndic prévue par la règle 43 des Règles régissant la faillite peut préciser les objections à l'intention de l'officier taxateur.
3. Si l'officier taxateur ne corrige pas le montant des frais de façon à respecter les dispositions de la *Loi sur la faillite* et des Règles régissant la faillite, le syndic peut, en donnant un avis et en précisant les motifs dans les 10 jours, comme l'exige la règle 44 des Règles régissant la faillite, interjeter appel afin d'obtenir une nouvelle taxation du mémoire de frais par un juge.

---

**Question 6 (6 points)**

---

Vous êtes nommé séquestre/agent de la Compagnie A, un fabricant. Il est souhaitable que la compagnie demeure opérationnelle. Il existe une convention collective et la compagnie doit aux employés des sommes considérables en heures supplémentaires.

Quelles solutions envisageriez-vous pour régler le problème des employés?

**Réponse 6 :**

**Solutions Possibles :**

1. Mettre à pied tous les employés et les embaucher à nouveau de façon temporaire, oralement d'abord, avec confirmation par écrit.
2. Aux termes de la convention collective, leur donner un avis écrit de cinq semaines de la mise à pied.
3. Demander au syndicat de rouvrir la convention, ce qui vous permettrait de tenter de vendre la compagnie comme une entreprise en exploitation.
4. Déclarer faillite et fournir au syndic les sommes nécessaires pour payer les employés.
5. Autres.

---

**Alternatives:**

1. In view of the *Bankruptcy Act* and Rules the trustee may negotiate with the solicitor to bring the legal costs within Bankruptcy Rule 42 and the satisfaction of the taxing officer.
2. The trustee's Statement of Satisfaction pursuant to Bankruptcy Rule 43 may specify the objections for the taxing officer.
3. If the taxing officer does not adjust the fees to comply with the *Bankruptcy Act* and Rules, the trustee may upon giving the notice and grounds within 10 days as required by Bankruptcy Rule 44 appeal to have the bill retaxed by a judge.

---

**Question 6 (6 Marks)**

---

You are appointed receiver/agent of Company A, a manufacturer. It is desirable to keep Company A operational. There is a union contract and employees are owed substantial arrears for overtime pay.

What alternatives would you consider in dealing with the employees?

**Reference 6:**

**Alternatives:**

1. Terminate all employees and rehire them on a temporary basis verbally with written confirmation.
2. As provided for under the union contract, give them five weeks written notice that they are to be terminated.
3. Ask the union to reopen the contract to allow you to attempt to sell the company as an operating business.
4. Assign the company into bankruptcy and provide the trustee with funds to pay the employees.
5. Other.



---

**PARTIE E**  
**24 points**

\*\* Section au choix \*\*

**Important** : répondez soit au cas sur la faillite personnelle, soit a celui sur la consultation, mais **pas aux deux**.

**Cas de faillite personnelle (24 points)**

Martin Chasseur se présente à vos bureaux pour discuter de sa situation financière.

Il a une femme dont il est séparé, et une fille. Il verse une pension alimentaire de 800 \$ par mois à sa fille, mais il est en retard de trois mois sur ses paiements. Il travaille présentement comme directeur de succursale dans une société de fiducie, Trust Sansouci. Il gagne 40 000 \$ par année.

Outre la demeure conjugale, qu'occupent sa femme et sa fille, il est le propriétaire d'un immeuble à location. Une seconde propriété à revenus a été vendue récemment en vertu d'un droit de vente conféré à la banque avec un jugement d'insuffisance de 30 000 \$. Le marché de l'immobilier actuel ne favorise pas la vente d'immeubles. Le marché de location est également lent, et il ne parvient pas à louer l'immeuble entièrement.

Il vous détaille sa dette :

Première Banque — VISA . . . . .	6,000 \$
Deuxième Banque — VISA . . . . .	8,000 \$
Troisième Banque — VISA . . . . .	7,000 \$
Quatrième Banque — VISA . . . . .	7,500 \$
Premier Trust — VISA . . . . .	5,000 \$
Mastercard . . . . .	3,500 \$
Eaton . . . . .	4,800 \$
La Baie . . . . .	3,500 \$
Canadian Tire . . . . .	2,000 \$
	47,300 \$

Il déclare que la demeure conjugale est la propriété commune des deux époux et qu'elle est grevée d'une hypothèque de premier rang de 180 000 \$. Il pense qu'elle vaut 240 000 \$.

Il est propriétaire d'une voiture ayant une valeur de 5 000 \$ dont il dit avoir besoin pour ses affaires. La voiture a été donnée en nantissement à Trust Sansouci pour la somme de 3 000 \$. Une enquête révèle que la sûreté est enregistrée. Il vous informe qu'il a cédé une seconde voiture valant environ 7 000 \$ à Marie Dufour pour rembourser un prêt personnel qu'elle lui a consenti.

L'immeuble à location est situé au 56, rue Lachance. Il s'agit d'un immeuble composé de 6 logements, dont trois sont loués (en vertu de baux d'un an expirant dans 6 mois, à raison de 500 \$ par mois chacun), deux autres sont vides et le sixième est occupé par M. Chasseur.

---

**PART E**  
**24 Marks**

\*\* Optional Section \*\*

**Important:** do either the personal bankruptcy case  
or the consulting case **but not both.**

**Personal Bankruptcy Case (24 Marks)**

Jack B. Nimble comes to your office to discuss his financial affairs.

He has a wife and a daughter from whom he is separated. He makes support payments for his daughter of \$800 per month but he is in arrears by 3 months. He is currently employed as a branch manager of a trust company, Last Trust. His salary is \$40,000 per year.

Other than the matrimonial home, which is occupied by his wife and daughter, he owns a rental property. A second investment property was recently sold under Power of Sale with a deficiency judgment in the amount of \$30,000 in favour of XY Bank. The current real estate market is not favourable to selling property. The rental market is also bad, and he cannot keep the property fully leased.

Jack B. Nimble discloses the following credit obligations:

First Bank — VISA . . . . .	\$6,000
Second Bank — VISA . . . . .	8,000
Third Bank — VISA . . . . .	7,000
Fourth Bank — VISA . . . . .	7,500
First Trust — VISA . . . . .	5,000
Mastercard . . . . .	3,500
Eatons . . . . .	4,800
Simpsons . . . . .	3,500
Canadian Tire . . . . .	2,000
<b>TOTAL:</b>	<b>\$47,300</b>

Jack B. Nimble declares that the matrimonial home is owned jointly, and has a first mortgage of \$180,000. He thinks it has a value of \$240,000.

He owns an automobile valued at \$5,000 which he says he requires for his employment. The automobile is encumbered to Last Trust in the amount of \$3,000. Searches reveal the security to be registered. He advises that he transferred a second automobile worth about \$7,000 to Jane Doe to satisfy a personal loan from her.

The rental property is at 56 Heath Street. It consists of 6 units, three of which are rented (one year leases expiring in 6 months at \$500 per month), two others are vacant and the sixth is occupied by Mr. Nimble. The property was purchased for \$365,000 two years ago. It has a first mortgage

---

M. Chasseur a acheté la propriété il y a deux ans pour 365 000 \$. L'immeuble est grevé d'une hypothèque de premier rang de 190 000 \$ à 11 % d'intérêt auprès du Trust Sansouci (laquelle a été enregistrée au moment de l'achat), et d'une hypothèque de second rang de 125 000\$ à 19 % auprès de la Société d'Investissement Equitable, laquelle a été enregistrée il y a deux mois. M. Chasseur prétend qu'elle vaut encore le prix d'achat. La Société d'Investissement Equitable estime que l'immeuble de la rue Lachance vaut 350 000 \$. Ce chiffre est basé sur une expertise récente.

Il doit également 25 000 \$ à la Première Banque, et 28 000 \$ au Deuxième Trust sur des prêts consolidés.

---

### Question 1 (5 points)

---

Remplissez le Bilan ci-joint (sans annexes à l'appui).

Après la cession de biens, l'épouse vous apprend qu'il a une collection d'armes à feu qui est assurée pour 20 000 \$ et qu'il garde chez son père. Elle prétend que la maison appartient à elle. La maison avait été entièrement payée avant que Martin ne l'hypothèque pour investir dans l'immobilier. Elle vous dit aussi qu'il est toxicomane, alcoolique et un obsédé du jeu. C'est la raison pour laquelle elle ne voulait pas qu'il voie sa fille. Elle allègue qu'il a une roulotte à Miami en Floride.

### Réponse 1 :

*Loi sur la faillite, art. 158 et formule 74.*

---

of \$190,000 at 11% to Last Trust registered at the time of purchase and a second mortgage of \$125,000 at 19% to Equity Investments registered two months ago. Mr. Nimble believes it is still worth at least what he paid for it. Equity Investments values the 56 Heath Street property at \$350,000 on its claim. This is based on a recent appraisal.

He also owes \$25,000 to First Bank and \$28,000 to Second Trust on debt consolidation loans.

---

### **Question 1 (5 Marks)**

---

Complete the attached Statement of Affairs (without supporting schedules).

Subsequent to the filing of the assignment, you learn from his wife that he has a gun collection insured for \$20,000 at his father's place. She maintains that the equity in the matrimonial home is all hers. The house was fully paid for before Jack mortgaged it to invest in real estate ventures. She also tells you he has cocaine, drinking, and gambling addictions — that's why she didn't want him around their daughter. She alleges that he has a holiday trailer in Miami, Florida.

### **Reference 1:**

*Bankruptcy Act sec. 158 & Form 74.*

---

## Bilan

Dans l'affaire de la faillite de Martin Chasseur

Au failli :

Vous êtes requis de remplir avec soin et exactitude le présent état et ceux des divers états ci-annexés qui sont applicables, indiquant la situation de vos affaires à la date de votre faillite, savoir : le \_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 19\_\_\_. Ces états une fois remplis constituent votre bilan qui doit être vérifié sous serment ou par une déclaration.

### PASSIF

(tel que déclaré et estimé par le failli)

1. Créanciers non garantis : voir liste «A»	
(non garantis) . . . . .	47,300 \$
(jugement d'insuffisance) . . . . .	30,000 \$
(consolidation de dettes) . . . . .	53,000 \$
	<hr/>
	130,000 \$
2. Créanciers garantis : voir liste «B»	
(automobile) . . . . .	3,000 \$
(résidence) . . . . .	180,000 \$
(immeuble à location) . . . . .	315,000 \$
	<hr/>
	498,000 \$
<b>Total du passif</b> . . . . .	<b>628,300 \$</b>

### ACTIF

(tel que déclaré et estimé par le failli)

(a) <b>Véhicules-moteurs :</b>	
Automobile (nantissement en faveur de Trust Sansouci) . . . . .	5,000 \$
(b) <b>Immeubles :</b> (voir liste «H»)	
Demeure conjugale (1 <sup>ère</sup> hypothèque de 180,000 \$, 1/2 indivise)	240,000 \$
Immeuble à location	
(1 <sup>ère</sup> hypothèque de 190,000 \$ à 11 %)	
(deuxième hypothèque de 125,000 \$ à 19 %) . . . . .	365,000 \$
	<hr/>
<b>Total de l'actif</b> . . . . .	<b>610 000 \$</b>
<b>DÉFICIT</b> . . . . .	<b>18 300 \$</b>

---

## Statement of Affairs

In the Matter of the Bankruptcy of Jack B. Nimble

To the bankrupt:

You are required to complete carefully and accurately this sheet and such of the several sheets attached hereto as are applicable showing the state of your affairs on the date of your bankruptcy, viz.: the \_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_ 19\_\_\_. Such sheets when completed will constitute your Statement of Affairs and must be verified by oath or declaration.

### LIABILITIES

(as stated and estimated by debtor)

1. Unsecured creditors as per list "A"	
(unsecured) . . . . .	\$47,300
(deficiency judgement) . . . . .	\$30,000
(debt consolidation \$53,000) . . . . .	\$130,000
	<hr/>
	\$130,000
2. Secured creditors as per list "B"	
(auto) . . . . .	\$3,000
(home) . . . . .	\$180,000
(rental property) . . . . .	\$315,000
	<hr/>
	\$498,000
<b>Total Liabilities</b> . . . . .	<b>\$628,300</b>

### ASSETS

(as stated and estimated by debtor)

(a) <b>Motor Vehicles:</b>	
Automobile (encumbered by Last Trust) . . . . .	\$5,000
(b) <b>Real Estate:</b> (as per list "H")	
Matrimonial Home (first mortgage \$180,000, half interest) . . . . .	\$240,000
Rental Property	
(first mortgage \$190,000.@11%)	
(second mortgage \$125,000.@19%) . . . . .	\$365,000
	<hr/>
<b>Total Assets</b> . . . . .	<b>\$610,000</b>
<b>DEFICIENCY</b> . . . . .	<b>\$18,300</b>

---

## Question 2 (10 points)

---

Rédigez un projet de rapport préliminaire aux créanciers.

### Réponse 2 :

#### Considérations :

*Directive n° 32 ou Énoncé de politique n° 5*

- (1) Donner un bref historique;
- (2) Procéder à une évaluation des actifs et de la situation des biens grevés de garanties :
  - l'automobile;
  - la demeure conjugale;
  - l'immeuble à location;
  - (la collection d'armes à feu).
- (3) Déterminer les mesures conservatoires prises :
  - l'assurance;
  - l'enregistrement de droits immobiliers;
  - des évaluations et des estimations.
- (4) La divulgation du syndic concernant la garantie des frais au moyen de dépôt par des tiers ou de garants et toute situation possible de conflit;
- (5) Demander des avis juridiques sur les garanties récentes — *Trust Sansouci et la Société d'Investissement Équitable*;
  - avis sur la situation de la demeure conjugale;
  - demande d'exemption pour l'automobile.
- (6) Fournir l'information pertinente concernant les réclamations prouvables;
- (7) Estimer le montant de la réalisation et du dividende projeté;
- (8) Les poursuites judiciaires, les transactions révisables et les paiements préférentiels;
- (9) Aviser les locataires de payer le loyer au syndic;
- (10) Aviser Martin Chasseur de payer le loyer;
- (11) Prendre possession des clés de tous les logements;
- (12) Revue des fonds prêtés sur hypothèque;
- (13) Vérifier les demandes d'exemptions (biens insaisissables).

---

## Question 3 (9 points)

---

Préparez l'ordre du jour en numérotant les points que vous voulez discuter durant votre réunion avec les inspecteurs après l'assemblée des créanciers.

### Réponse 3 :

#### Considérations :

- (1) *La vente de l'immeuble à location.*  
(Les logements vacants, l'intérêt et l'insolvabilité grugent la valeur nette réelle de

---

---

## Question 2 (10 Marks)

---

Prepare a draft preliminary report to the creditors.

### Reference 2:

#### Considerations:

*Directive #32 or Policy Statement #5*

- (1) Give Background Statement.
- (2) Make Evaluation of Assets and Security Position:
  - car
  - matrimonial home
  - rental property
  - (gun collection)
- (3) Determine Conservatory & Protective Measures:
  - insurance
  - registration on title of realty
  - valuations and appraisals
- (4) Disclosure by trustee of possible conflict of interest, details of fee guarantee or deposit from third party.
- (5) Seek Legal Opinions on recent security — *Last Trust & Equity Investments*;
  - opinion on matrimonial home situation
  - exemption claim on car
- (6) Provide Relevant information relating to provable claims.
- (7) Estimate Realization & Projected Dividend.
- (8) Legal Proceedings, Reviewable Transactions, Preference Payments.
- (9) Give Notice to Tenants to Pay Trustee.
- (10) Give Notice to Nimble to Pay Rent.
- (11) Take Possession of Keys for all Apartments.
- (12) Review of mortgage funds advanced.
- (13) Review of exemption claims.

---

---

## Question 3 (9 Marks)

---

Prepare in point form an agenda of items to be discussed at the meeting with the inspectors following the meeting of creditors.

### Reference 3:

#### Considerations:

- (1) *Sale of "Rental Property"*  
(The vacancies, the interest and the insolvency are eroding the equity in the rental proper-



---

l'immeuble à location et il faut prendre des mesures pour renverser ou atténuer cette tendance)(La comparaison entre le marché immobilier et le marché locatif, compte tenu des coûts d'intérêt et des logements vacants, pourra permettre de mieux déterminer les mesures à prendre.)

- (2) *L'Évaluation de la demeure conjugale et des investissements (Vente de la propriété et paiements de loyer).*

(L'évaluation des biens immobiliers afin de déterminer la valeur marchande actuelle de l'actif est une étape nécessaire pour décider des mesures à prendre. La valeur marchande et le prix de vente de la deuxième propriété à revenus vendue en vertu du droit de vente conféré à la banque pourrait avoir une incidence sur la validité du jugement d'insuffisance comme créance contre l'actif.)

- (3) *Retenir les services d'un conseiller juridique.*

(Compte tenu des garanties qui grèvent les propriétés, de la copropriété présumée de la demeure conjugale, des baux et de la possibilité de transactions révisables, de traitements préférentiels et de dispositions de biens en fiducie, il serait prudent d'obtenir des avis juridiques).

- (4) *La collection d'armes à feu, dissimulation d'éléments de l'actif.*

(Il y a lieu d'examiner la propriété, la valeur et la façon de disposer de la collection d'armes à feu afin d'en déterminer l'intérêt pour l'actif, la valeur marchande et la reprise).

- (5) *L'Assurance.*

(L'intérêt de l'actif et le risque de responsabilité doivent être établis; le risque doit être assuré).

- (6) *Les Éléments d'actif aux États-Unis — Roulotte Holiday à Miami.*

(La propriété et la valeur pour l'actif de la Roulotte Holiday en Floride doivent être examinées afin de déterminer l'intérêt pour l'actif, la valeur marchande et la responsabilité).

- (7) *Transactions révisables, traitements préférentiels et dispositions de biens en fiducie.*

(Il y aurait lieu d'examiner avec le conseiller juridique les circonstances de la disposition de biens en vertu du droit de vente conféré à la banque avec paiement à la banque XY, de façon à déterminer s'il s'agit d'une préférence ou d'une transaction révisable, de même que la cession de la deuxième automobile et la revendication par l'épouse de la demeure conjugale, comme règlements possibles).

*Loi sur la faillite, art. 91 à 100.*

- (8) *Infractions possibles — Dissimulation d'éléments d'actif.*

(En raison de l'omission présumée de dévoiler une collection d'armes à feu et une roulotte Holiday en Floride à titre d'éléments de l'actif, il peut être nécessaire de procéder à une enquête à des fins de poursuites et afin de déterminer s'il n'y a pas dissipation des biens de l'actif pour des activités malhonnêtes et illégales telles que la consommation de drogues et le jeu).

*Loi sur la faillite, al. 198 b) et g).*

- (9) *Budget — Solde au syndic.*

(L'importance du revenu, les arriérés de la pension alimentaire, la possibilité d'occuper l'immeuble à location au lieu d'encourir des frais de location et les allégations d'un train de

---

ty and action must be taken to reverse or slow this.) (The real estate and rental market comparisons when weighed against the interest and vacancy costs will provide guidance as to a course of action.)

- (2) *Appraisal of Matrimonial Home and Investment (Property sale and rental payments)*  
(The appraisal of the real estate to determine the current market value to the estate is a necessary step in determine action to be taken. The market value and selling price of the second investment property sold under power of sale could have a bearing on the validity of the deficiency judgement as a claim against the estate.)
  
- (3) *Retaining Estate Solicitor*  
(In view of the security instruments that encumber the properties, the alleged joint ownership of the matrimonial home, the leases and the possibility of reviewable transactions, preferences and settlements, retaining legal counsel would be a prudent step.)
  
- (4) *Gun Collection \$20,000 Concealment of Assets*  
(The ownership, value and/or disposition of the gun collection must be reviewed to determine estate interest, market value and recovery.)
  
- (5) *Insurance*  
(The estate interest and risk of liability must be established and the risk insured.)
  
- (6) *U.S.A. Assets — Holiday Trailer in Miami*  
(The ownership and value to the estate of the holiday trailer in Florida must be reviewed to determine the estate interest, market value and liability.)
  
- (7) *Reviewable Transactions, Preferences, Settlements*  
(The circumstances of disposition of property by power of sale with payment to the XY Bank should be reviewed with counsel as a possible preference and/or reviewable transaction along with the transfer of the second automobile and the wife's claim on the matrimonial home as a possible settlements.)  
*Bankruptcy Act, sec. 91 to 100*
  
- (8) *Possible Offenses — Concealment of Assets*  
(The alleged failure to disclose a gun collection and a holiday trailer in Florida as estate assets may require investigation with a view to prosecution as well as the dissipation of estate assets to the nefarious and/or illegal activities such as drugs and gambling.)  
*Bankruptcy Act, sec. 198 (b) & (g)*
  
- (9) *Budget — Balance to Trustee*  
(The amount of income, arrears in support payments, investment property occupancy possibly in lieu of rental expense and allegations of high priced addiction make a budget and

---

vie coûteux rendent nécessaires l'établissement d'un budget et le calcul de l'excédent comme contribution à l'actif).

*Directive du surintendant N° 17R.*

(10) *Deuxième automobile — Marie Dufour.*

La cession de la deuxième automobile devrait être examinée en ce qui a trait à la valeur du bien et au bénéfice qu'il peut représenter pour l'actif; il faudrait également vérifier s'il y a un lien de dépendance, de même que la possibilité qu'il s'agisse d'une disposition de bien en fiducie).

*Loi sur la faillite, art. 91.*

*Bennett on Bankruptcy, CCH Can. Ltd. 1989, p. 68.*

**Important :** répondez soit au cas sur la faillite personnelle, soit à celui sur la consultation, mais **pas aux deux.**

**Nota :** *Les candidats du Québec* doivent remplacer «séquestre/agent» par «agent en vertu d'un acte de fiducie» et «débenture/acte de fiducie» par «acte de fiducie».

*Les candidats des autres provinces* doivent remplacer «séquestre/agent» par «séquestre-gérant» et «débenture/acte de fiducie» par «débenture».

---

calculation of surplus contribution to the estate imperative.)  
*Superintendent's Directive 17R*

(10) *Second Automobile — Jane Doe*

The transfer of the second automobile should be reviewed as to the value of the asset and the benefit to the estate, its arm's length nature, and the possibility that it may be a settlement).

*Bankruptcy Act, sec. 91*

*Bennett on Bankruptcy, CCH Can.Ltd.1989,p.68*

**Important:** do either the personal bankruptcy case or the consulting case **but not both**.

**Note:** *Quebec candidates* should read "agent under trust deed" instead of "receiver/agent" and "trust deed" rather than "debenture/trust deed".

*Candidates from other provinces* should read "receiver-manager" instead of "receiver/agent" and "debenture" instead of "debenture/trust deed".

---

## Cas de consultation (24 points)

Glouglou Ltée est fabricant et distributeur de boissons gazeuses. Il a des problèmes financiers et tente d'obtenir du financement additionnel de sa banque («Banque»).

La Banque s'inquiète de ne pas pouvoir obtenir le remboursement de sa créance et veut réaliser sa sûreté. Elle a demandé le remboursement, et la période de préavis est expirée. La Banque détient les sûretés suivantes :

- 1 — Une cession générale de créances;
- 2 — une garantie en vertu de l'article 178 sur les stocks;
- 3 — une débenture/acte de fiducie à charge flottante d'une valeur nominale de 500 000 \$.

Toutes les sûretés ci-dessus sont valides. La Banque vous demande conseil, en votre qualité d'expert en matière d'insolvabilité. Votre enquête préliminaire vous révèle les faits suivants :

Voici l'actif et le passif actuels de Glouglou Ltée :

**Actif :** (selon sa valeur réalisable estimative nette)

Comptes-clients . . . . .	300,000 \$
Stocks . . . . .	250,000 \$
Immobilisations . . . . .	90,000 \$
	<hr/>
	640,000 \$

**Passif :**

Comptes à payer . . . . .	90,000 \$
Loyers cumulés — usine . . . . .	15,000\$
Entrepôts publics . . . . .	10,000\$ = 25,000 \$
Taxes d'affaires . . . . .	5,000 \$
Heures supplémentaires cumulées depuis 3 mois . . . . .	50,000 \$
Retenues sur le salaire non remboursées y compris la quote-part de l'employeur . . . . .	56,000 \$
Dette bancaire . . . . .	700,000 \$
	<hr/>
	926,000 \$

**DÉFICIT** . . . . . (286,000 \$)

**640,000 \$**

- Bon nombre de créanciers sont inquiets et certains menacent d'interrompre leur service.
- La plupart des stocks de la compagnie se trouvent dans l'usine de fabrication et sont livrés à partir de celle-ci. Certains stocks sont également situés dans des entrepôts publics à divers endroits pour en accélérer la livraison aux clients. Ces stocks appartiennent à Glouglou Ltée et ne sont pas en consignment auprès des exploitants de ces entrepôts.

---

## Consulting Case (24 Marks)

Sparkle Ltd. is a soft drink manufacturer and distributor. It has encountered difficulties and is attempting to get its bank ("Bank") to extend additional financing.

Bank has become concerned about the ability it has to recover the amount it is owed and wants to realize on its security. Bank has demanded payment and the reasonable notice period has expired. Bank is secured by the following:

- 1 — General assignment of book debts
- 2 — Section 178 security on inventories
- 3 — Floating charge debenture/trust deed with a face amount of \$500,000

All the above security is valid. Bank asks you, as an insolvency practitioner, for your advice. Your initial investigation revealed the following information.

Assets and liabilities are currently as follows:

**Assets** (at estimated net realizable value)

Receivables . . . . .	\$300,000
Inventory . . . . .	\$250,000
Fixed assets . . . . .	\$90,000
	\$640,000

**Liabilities**

Trade payables . . . . .	\$90,000
Accrued Rent Manufacturing plant . . . . .	\$15,000
Public warehouses . . . . .	\$10,000 = \$25,000
Business taxes . . . . .	\$5,000
Accrued overtime pay for 3 months . . . . .	\$50,000
Unremitted payroll deductions including employer portion . . . . .	\$56,000
Bank indebtedness . . . . .	\$700,000
	\$926,000

<b>DEFICIT</b> . . . . .	<b>\$(286,000)</b>
	<b>\$640,000</b>

- Many creditors are concerned and some are threatening to stop supplying.
- Most of the inventory of the company is located and shipped from the manufacturing plant. Some inventory is also located in public warehouses at several locations to facilitate quicker delivery to customers. These inventories are owned by Sparkle Ltd. and not consigned to the operators of those warehouses.

- 
- La Banque vous informe que selon ses calculs des achats, de la production et des ventes depuis le dernier inventaire physique, les stocks devraient être de 300 000 \$ supérieurs à ce qui est indiqué.
  - On vous dit que des stocks ont récemment été transférés à un entrepôt indépendant situé dans une autre ville, mais qu'il ne s'agit pas de l'un des entrepôts publics inscrits sur les listes des stocks.
  - Vous apprenez qu'avant la fin du mois dernier, des stocks valant 22 000\$ ont été retournés au fournisseur A.

Les solutions suivantes sont mises de l'avant :

- (1) une mise sous séquestre en vertu de la débenture/acte de fiducie;
- (2) une faillite;
- (3) la nomination d'agent dans le cadre de la cession générale de créances ou de la sûreté créée en vertu de l'article 178.

*La principale préoccupation porte sur la façon dont chaque solution envisagée affectera les garanties de la Banque.*

---

### Question 1 (8 points)

---

Quelle serait la ou les *meilleures solutions* pour tenter de récupérer les stocks retournés au fournisseur A? Quelles dispositions, s'il en est, les autres solutions comportent-elles pour récupérer les stocks retournés au fournisseur A? Justifiez votre réponse.

#### Réponse 1 :

##### Considérations :

*La Loi sur la faillite* fournit la meilleure solution :

Les stocks manquants pourraient être considérés comme un paiement préférentiel, visé à ce titre par les dispositions de la Loi sur la faillite qui prévoient des recours civils aux articles 91 à 101 portant sur les dispositions et le traitement préférentiel, de même que des infractions en matière de faillite visant la disposition frauduleuse de biens, aux articles 198 à 208.

Si, après qu'on le lui a demandé, le syndic a refusé d'intenter des procédures à l'avantage de l'actif, un ou plusieurs créanciers peuvent intenter des procédures en recouvrement.

*Mise sous séquestre en vertu de la débenture/acte de fiducie :*

Le recouvrement, s'il est possible, serait probablement plus difficile et plus coûteux. Toute procédure devrait être engagée sous le régime de la loi provinciale pertinente, le cas échéant.

- 
- Bank informs you that based on calculations of purchases, production, and sales since the last physical inventories were taken, inventories should be \$300,000 higher than they are currently indicated to be.
  - You are told that inventory has recently been transferred to an independent warehouse in another city, and it is not one of the public warehouses recorded on the inventory listings.
  - You have learned that just prior to the end of last month, \$22,000 worth of inventory went back to a supplier "A."

The following alternatives are discussed:

- (1) receivership under the debenture/trust deed
- (2) bankruptcy
- (3) agency appointment(s) with regard to the General Assignment of Book Debts and/or with regard to the Section 178 security

*The main concern is how each alternative considered affects Bank's securities.*

---

### **Question 1 (8 Marks)**

---

Discuss with reasons which alternative would provide *the best opportunity* to recover the inventory returned to supplier "A." What provisions, if any, exist under the other alternatives to recover the inventory returned to supplier "A?"

#### **Reference 1:**

##### **Considerations:**

*Bankruptcy Act* provides best opportunity:

The missing inventory would be considered to be a preference payment wherein the Bankruptcy Act provides civil remedies under the settlement and preferences sections 91 to 101 with bankruptcy offences covering the fraudulent disposition of property under sections 198 to 208.

If the Trustee was requested and refused to take any proceeding for the benefit of the estate, then under section 38 one or more of the creditors might take recovery proceedings.

*Receivership/Agency under the Debenture*

Recovery would likely be more difficult and costly if recovery could be made at all. Any proceedings would have to be initiated under the relevant provincial legislation, if any.



---

*Nomination d'agent dans le cadre de la cession générale de créance ou de la sûreté créée en vertu de l'article 178 :*

La cession générale de créance n'offre aucun fondement pour le recouvrement. Toutefois, à titre de créancier de la compagnie, la banque pourrait engager une action distincte comme créancier lésé, même si cette mesure risque de ne pas être très productive. Une telle action pourrait être fondée sur le fait qu'il s'agit d'une vente qui sort de l'ordinaire.

---

## **Question 2 (4 points)**

---

Comment la réclamation de la Couronne afférente aux retenues serait-elle traitée dans chacune des trois solutions?

### **Réponse 2 :**

#### **Considérations :**

##### *Faillite :*

Les retenues sur le salaire pour les versements de l'impôt sur le revenu, du régime de pensions du Canada et de l'assurance-chômage sont réputées être détenues en fiducie, de sorte que la Couronne fédérale pourrait les réclamer comme des sommes en fiducie, et réclamer la quote-part de l'employeur au régime de pensions et à l'assurance-chômage en produisant une preuve de créance à titre de créancier privilégié.

##### *Mise sous séquestre en vertu de la débenture/acte de fiducie :*

Puisque les retenues sur le salaire pour l'impôt sur le revenu, le régime de pensions et l'assurance-chômage sont réputées être détenues en fiducie, elles seraient réclamées comme des fonds en fiducie.

##### *Nomination d'agent dans le cadre de la cession générale de créance ou de la sûreté créée en vertu de l'article 178 :*

Puisqu'un agent ne prendrait probablement pas possession de tous les éléments de l'actif, il pourrait n'y avoir aucune réclamation contre l'agent.

---

## **Question 3 (4 points)**

---

Comment les heures supplémentaires accumulées seraient-elles traitées dans chacune des trois solutions?

### **Réponse 3 :**

#### **Considérations :**

##### *Faillite :*

Dans une faillite, après les créances des créanciers garantis et les frais non garantis de funérailles, d'administration et les frais légaux du débiteur, l'article 136 de la Loi sur la faillite accorde priorité

---

*Agency Appointment under GABD or Section 178*

There is no basis for recovery under the GABD. However, the Bank as a creditor of the company, could initiate a separate action as a creditor who was harmed, although this step would not likely be highly productive. The basis for such an action would be that it was a sale out of the ordinary.

---

**Question 2 (4 Marks)**

---

How would the federal crown claim for payroll deductions be treated under the three alternatives?

**Reference 2:**

**Considerations:**

*Bankruptcy*

Employee deductions for Income Tax, CPP and UIC are deemed to have been held in trust so the federal crown would claim them as trust funds with a claim for the employer portions of CPP and UIC by way of a proof of claim as a preferred creditor.

*Receiver/Agency Under the Debenture*

Since employee deductions for Income Tax, CPP and UIC are deemed to be held in trust, they would be claimed as trust funds.

*Agency Appointment(s) under GABD or Section 178*

Since an agent would not likely take over all of the assets, there may be no claim against the agent.

---

**Question 3 (4 Marks)**

---

How would the accrued overtime pay be treated under each of the alternatives?

**Reference 3:**

**Considerations:**

*Bankruptcy*

In a bankruptcy, after the secured claims of creditors, and the debtor's unsecured funeral, administrative and levy costs, section 136 of the Bankruptcy Act gives the next priority to wage

---

aux salaires pour services rendus au cours des trois mois qui ont précédé la faillite jusqu'à concurrence de 500 \$. Le solde des heures supplémentaires n'aurait pas priorité.

*Mise sous séquestre en vertu de la débeture/acte de fiducie :*

En dehors de l'application de la Loi sur la faillite, les heures supplémentaires seraient du domaine du droit provincial et seraient probablement visées par la Loi sur les normes du travail applicables ou par le droit régissant les actes de fiducie ou débetures, et les mises sous séquestre ou les nominations d'agents qui en découlent.

*Nomination d'agents dans le cadre de la cession générale des créances ou en vertu de la Loi sur les sûretés mobilières ou de l'article 178 de la Loi sur les banques.*

Lorsqu'il y a nomination en vertu de ces lois, les créances en matière de salaires présentées par les employés d'un emprunteur viennent après la garantie de la banque.

---

#### Question 4 (8 points)

---

Quelles solutions ou combinaisons de solutions donneraient lieu à la réalisation nette la plus favorable pour la banque? Justifiez votre réponse.

#### Réponse 4 :

##### Considérations :

LA FAILLITE, pour les raisons suivantes :

- (a) La Banque pourrait réaliser toute sa garantie dans une seule procédure, ce qui serait moins coûteux.
- (b) Les comptes-clients pourraient être perçus par le syndic, et le produit net après les coûts de réalisation pourrait être payé à la banque en vertu de la débeture/acte de fiducie à charge flottante.
- (c) Les stocks pourraient être réalisés, et le produit net après les coûts de réalisation pourrait être payé à la banque en vertu de la débeture/acte de fiducie à charge flottante.
- (d) Les biens meubles pourraient être réalisés, et le produit net après les coûts de réalisation pourrait être payé à la banque en vertu de l'hypothèque mobilière ou de la débeture/acte de fiducie.
- (e) Les créances pour salaires perdraient leur priorité, passant d'une charge grevant les stocks à une créance privilégiée dont le rang est inférieur à celui de la créance de la banque.
- (f) Les procédures engagées pour le recouvrement des stocks manquants se feraient à un moindre coût en vertu de la *Loi sur la faillite*.
- (g) Cette méthode fournit la meilleure façon d'obtenir un recouvrement du fournisseur A si cette transaction constitue une préférence.
- (h) Le prix de location de l'usine de fabrication est déterminée d'une façon avantageuse et les lieux disponibles permettront une disposition ordonnée des éléments de l'actif qui s'y trouvent.
- (i) Possibilité d'avoir recours à l'article 38.
- (j) La réalisation sera probablement plus immédiate.
- (k) La Banque n'aura probablement pas à déboursier d'importantes sommes d'argent.

---

claims for services rendered during the three months immediately preceding the date of bankruptcy to the extent of \$500. The balance of the overtime would have no priority.

*Receivership/Agency under the Debenture*

Outside the jurisdiction of the Bankruptcy Act the overtime would fall within provincial jurisdiction and would probably be covered by the applicable labour standards legislation and/or the law pertaining to debenture and the related receivership or agency that followed.

*Agency Appointment(s) under the PPSA or GABD or Section 178.*

In appointments under these laws wage claims of a borrower's employees are secondary to a bank's security.

---

### Question 4 (8 Marks)

---

What alternatives or combination thereof would likely result in the most favourable net realization to Bank? Give reasons.

#### Reference 4:

##### Considerations:

BANKRUPTCY, for the following reasons:

- (a) The Bank could realize on all of its security in one proceeding which should ultimately be less costly.
- (b) Receivables could be collected by the Trustee and net proceeds after costs of realization could be paid to the Bank by virtue of their Floating Charge Debenture.
- (c) Inventories on hand could be realized on and net proceeds after costs of realization could be paid to the Bank, by virtue of their Floating Charge Debenture.
- (d) Chattels could be realized and net proceeds after costs of realization could be paid to the Bank by virtue of either their Chattel Mortgage or Debenture.
- (e) The wage claims would therefore drop in priority from a charge against the inventory to a preferred claim that is lower in priority than the claim of the Bank.
- (f) Procedures with regard to the recovery of the missing inventory could be best effected at the least cost under the *Bankruptcy Act*.
- (g) This method provides the best means to effect recovery from Suplyco if that transaction constitutes a preference.
- (h) Rent on production plant premises is determined in an advantageous manner and premises made available for an orderly disposition of the assets thereon.
- (i) Availability of Section 38.
- (j) Realization likely to be more immediate.
- (k) Bank not likely to have to make large outlays of funds.

**BULLETIN DE STATISTIQUES  
BUREAU DU SURINTENDANT  
DES FAILLITES**

**STATISTICAL BULLETIN  
OFFICE OF THE SUPERINTENDENT  
OF BANKRUPTCY**

ANALYSE COMPARATIVE DES FAILLITES DÉPOSÉES AU COURS DES MOIS DE NOVEMBRE 1991 & 1990  
COMPARATIVE ANALYSIS OF TOTAL BANKRUPTCIES FILED IN THE MONTHS OF NOVEMBER 1991 & 1990

GENRE DE FAILLITES ET DONNÉES CUMULATIVES  
BANKRUPTCIES BY TYPE AND CUMULATIVE FIGURES

FAILLITES BANKRUPTCIES	Mois Courant Current Month			Cumul pour l'année Yearly to date				
	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total	Année précédente Previous Year	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total	Année précédente Previous Year
T.-N./Nfld.	49	17	66	(54)	651	141	792	(484)
N.-É./N.S.	210	70	280	(178)	2,054	596	2,650	(1,902)
I.P.-É./P.E.I.	8	3	11	(10)	50	24	74	(58)
N.-B./N.B.	45	20	65	(51)	497	201	698	(548)
Québec	1,702	455	2,157	(2,040)	17,020	4,848	21,868	(17,007)
Ontario	2,450	318	2,768	(2,284)	24,120	3,349	27,469	(17,224)
Manitoba	216	39	255	(226)	2,343	370	2,713	(2,105)
Saskatchewan	122	44	166	(198)	1,509	553	2,062	(1,797)
Alberta	499	100	599	(531)	5,085	1,207	6,292	(4,489)
C.-B./B.C.	414	96	510	(433)	4,132	1,180	5,312	(3,795)
T.N.-O./N.W.T.	1	0	1	(0)	7	2	9	(0)
Yukon	0	0	0	(4)	7	1	8	(14)
Canada	5,716	1,162	6,878	(6,009)	57,475	12,472	69,947	(49,423)

**PROPOSITIONS**

**PROPOSALS**

novembre 1991

November 1991

	Mois courant Current month	Cumul pour l'année Yearly to date
T.-N./Nfld.	0	0
N.-É./N.S.	1	10
I.P.-É./P.E.I.	0	0
N.-B./N.B.	2	5
Québec	20	227
Ontario	99	831
Manitoba	5	29
Saskatchewan	0	7
Alberta	3	17
C.-B./B.C.	2	48
T.N.-O./N.W.T.	1	1
Yukon	0	0
Canada	133	1,175

PLUS AMPLES INFORMATIONS PEUVENT ETRE OBTENUES EN CONSULTANT LE BULLETIN SUR L'INSOLVABILITÉ DU BUREAU DU SURINTENDANT DES FAILLITES.  
FURTHER DETAILED INFORMATION CAN BE OBTAINED FROM INSOLVENCY BULLETIN ISSUED BY THE OFFICE OF THE SUPERINTENDENT OF BANKRUPTCY.

FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS DE NOVEMBRE 1991, PAR PROVINCE, PAR GENRE  
D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES

BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF NOVEMBER 1991, BY PROVINCE, BY TYPE OF  
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES

	Mois Courant Current month		Cumul pour l'année Yearly to date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
<b>TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND</b>				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries .....	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piègeage				
Fishing & Trapping industries .....	0	0	7	187,480
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries .....	0	0	1	120,413
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries .....	0	0	1	29,095,710
Industries manufacturières				
Manufacturing industries .....	0	0	5	1,832,016
Industries de la construction				
Construction industries.....	5	357,283	25	3,586,514
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	0	0	14	762,026
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries .....	1	32,490	1	32,490
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	3	2,061,914	8	3,924,936
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries .....	2	261,904	43	5,407,419
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries .....	1	83,990	1	83,990
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	9	971,578
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	0	0	4	221,911
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries .....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries .....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries.....	1	154,309	3	526,476
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries .....	2	228,159	10	6,054,693
Autres industries de services				
Other service industries .....	2	20,344	9	151,473
<b>Total .....</b>	<b>17</b>	<b>3,200,393</b>	<b>141</b>	<b>52,959,125</b>

\* Tel que déclaré par les débiteurs

\* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

\* As declared by Debtors

\* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
<b>NOUVELLE-ÉCOSSE/NOVA SCOTIA</b>				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries .....	0	0	4	304,043
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries .....	16	483,609	110**	15,143,675**
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries .....	4	187,431	9	378,783
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries .....	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries .....	1	3,019,152	17	7,049,283
Industries de la construction				
Construction industries.....	9	721,695	110	13,197,928
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	0	0	56	4,031,598
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries .....	0	0	5	165,071
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	0	0	12	2,905,367
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries .....	12	1,003,538	111	31,074,406
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries .....	1	31,587	3	173,287
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries ...	6	218,153	30	2,064,378
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	3	777,962	31	6,761,778
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries .....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries .....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries.....	3	1,235,081	11	3,966,030
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries .....	8	613,947	36	5,415,563
Autres industries de services				
Other service industries .....	7	141,494	51	8,110,908
<b>Total .....</b>	<b>70</b>	<b>8,433,649</b>	<b>596**</b>	<b>100,742,098**</b>

\* Tel que déclaré par les débiteurs

\* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

\*\* Passif cumulatif plus bas que mars suite à l'annulation d'une dette répétée par erreur dans deux dossiers liés.

\* As declared by Debtors

\* As per SIC major groups (1980)

\*\* Liabilities to date lower than in March further to the removal of a debt repeated by error in related estates.

	Mois Courant		Cumul pour l'année	
	Current Month		Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
<b>ILE DU PRINCE-ÉDOUARD/PRINCE EDWARD ISLAND</b>				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries .....	0	0	3	94,092
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries .....	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries .....	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries .....	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries .....	2	270,629	4	17,950,173
Industries de la construction				
Construction industries.....	0	0	2	59,418
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	0	0	0	0
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries .....	0	0	0	0
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	0	0	8	950,023
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries .....	1	52,147	6	1,049,408
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries .....	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	0	0
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries .....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries .....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries.....	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries .....	0	0	0	0
Autres industries de services				
Other service industries .....	0	0	1	312,105
<b>Total .....</b>	<b>3</b>	<b>322,776</b>	<b>24</b>	<b>20,415,219</b>

\* Tel que déclaré par les débiteurs

\* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

\* As declared by Debtors

\* As per SIC major groups (1980)



	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
<b>NOUVEAU-BRUNSWICK/NEW BRUNSWICK</b>				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries .....	4	246,520	8	928,838
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries .....	0	0	4	196,498
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries .....	0	0	4	156,414
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries .....	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries .....	0	0	7	30,803,707
Industries de la construction Construction industries.....	2	79,313	27	3,691,840
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	5	226,348	29	2,413,381
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries .....	0	0	1	33,341
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	0	0	3	195,616
Industries du commerce de détail Retail trade industries .....	2	35,445	56	13,757,433
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries .....	0	0	2	41,622
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	1	54,938	6	1,178,385
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	2	86,301	10	2,023,633
Industries des services gouvernementaux Government service industries .....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries .....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	0	0	1	398,502
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries .....	3	1,105,495	24	5,819,988
Autres industries de services Other service industries .....	1	16,253	19	1,716,881
<b>Total .....</b>	<b>20</b>	<b>1,850,613</b>	<b>201</b>	<b>63,356,079</b>

\* Tel que déclaré par les débiteurs

\* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

\* As declared by Debtors

\* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
<b>QUÉBEC</b>				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries .....	5	1,112,507	84	18,582,774
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries .....	1	150,755	15	2,870,951
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries .....	1	53,673	46	5,899,503
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries .....	1	2,098,925	8	11,349,825
Industries manufacturières Manufacturing industries .....	28	14,148,429	480	258,984,522
Industries de la construction Construction industries.....	50	7,918,050	587	148,054,461
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	21	16,050,871	205	218,091,409
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries .....	3	70,015	22	1,640,035
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	43	9,286,273	426	534,821,488
Industries du commerce de détail Retail trade industries .....	90	14,685,054	1,183	237,279,559
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries .....	3	1,956,439	54	36,733,730
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	26	10,148,243	149	553,066,912
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	30	226,282,685	259	464,028,099
Industries des services gouvernementaux Government service industries .....	1	66,552	18	1,936,026
Industries des services d'enseignement Educational service industries .....	3	201,181	13	1,544,297
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	10	873,921	75	22,157,259
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries .....	91	12,016,029	703	175,275,279
Autres industries de services Other service industries .....	48	10,792,652	521	100,465,520
<b>Total .....</b>	<b>455</b>	<b>327,912,254</b>	<b>4,848</b>	<b>2,792,781,649</b>

\* Tel que déclaré par les débiteurs

\* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

\* As declared by Debtors

\* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
<b>ONTARIO</b>				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries .....	4	320,849	20	2,914,349
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries .....	1	71,046	2	1,241,500
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries .....	1	47,334	3	596,644
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries .....	1	87,316	6	854,563
Industries manufacturières Manufacturing industries .....	22	3,536,935	292	169,030,853
Industries de la construction Construction industries .....	63	13,631,302	622	158,881,847
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries .....	19	3,261,145	224	101,079,251
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries .....	0	0	27	8,277,367
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries .....	14	25,599,586	198	95,703,386
Industries du commerce de détail Retail trade industries .....	92	13,297,436	824	449,423,284
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries .....	7	238,190,589	59	333,978,993
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	8	8,328,096	113	126,000,145
Industries des services aux entreprises Business service industries .....	27	44,531,840	247	207,431,929
Industries des services gouvernementaux Government service industries .....	2	102,362	11	1,746,561
Industries des services d'enseignement Educational service industries .....	0	0	7	509,293
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries .....	5	1,345,741	38	19,322,592
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries .....	26	6,214,841	352	111,442,319
Autres industries de services Other service industries .....	26	3,571,693	304	72,528,306
<b>Total .....</b>	<b>318</b>	<b>362,138,111</b>	<b>3,349</b>	<b>1,860,963,182</b>

\* Tel que déclaré par les débiteurs

\* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

\* As declared by Debtors

\* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
<b>MANITOBA</b>				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries .....	1	25,062	21	2,906,028
Industries de la pêche et du piègeage				
Fishing & Trapping industries .....	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries .....	0	0	1	40,110
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries .....	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries .....	1	144,102	20	5,308,426
Industries de la construction				
Construction industries.....	7	938,323	48	31,346,336
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	0	0	44	7,219,950
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries .....	1	10,404	1	10,404
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	2	661,932	20	8,419,601
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries .....	12	728,098	81	7,363,086
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries .....	0	0	2	1,877,555
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries ...	3	366,652	22	12,403,708
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	0	0	16	1,964,369
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries .....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries .....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries .....	1	10,956	8	619,046
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries .....	8	1,226,088	57	18,952,957
Autres industries de services				
Other service industries .....	3	287,078	29	3,876,557
<b>Total .....</b>	<b>39</b>	<b>4,398,695</b>	<b>370</b>	<b>102,308,133</b>

\* Tel que déclaré par les débiteurs

\* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

\* As declared by Debtors

\* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
<b>SASKATCHEWAN</b>				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries .....	12	1,351,446	213	41,655,011
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries .....	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries .....	0	0	1	68,271
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries .....	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries .....	0	0	17	3,560,949
Industries de la construction Construction industries.....	4	761,966	34	4,894,573
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	1	179,603	32	3,323,316
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries .....	0	0	3	230,482
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	1	104,462	14	5,088,675
Industries du commerce de détail Retail trade industries .....	11	1,419,170	121	21,447,772
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries .....	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	10	3,257,483
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	1	108,359	15	5,772,000
Industries des services gouvernementaux Government service industries .....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries .....	2	244,685	4	920,229
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	3	788,408	3	788,408
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries .....	6	379,769	61	10,266,813
Autres industries de services Other service industries .....	3	174,075	25	2,645,250
<b>Total .....</b>	<b>44</b>	<b>5,511,943</b>	<b>553</b>	<b>103,919,232</b>

\* Tel que déclaré par les débiteurs  
\* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

\* As declared by Debtors  
\* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
<b>ALBERTA</b>				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries .....	8	1,292,100	73	14,505,240
Industries de la pêche et du piègeage				
Fishing & Trapping industries .....	0	0	1	36,092
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries .....	1	35,969	9	1,487,090
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries .....	4	1,098,551	26	22,195,962
Industries manufacturières				
Manufacturing industries .....	5	2,747,961	83	30,058,959
Industries de la construction				
Construction industries.....	15	1,697,004	189	43,696,535
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	5	318,638	148	19,610,515
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries .....	1	76,700	15	898,990
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	8	545,111	57	12,368,564
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries .....	27	15,532,025	224	46,448,959
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries .....	0	0	12	8,362,225
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries ...	2	180,426	28	7,401,634
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	5	428,219	95	60,691,695
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries .....	1	89,501	4	561,979
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries .....	0	0	4	284,953
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries.....	1	56,138	26	5,879,208
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries .....	8	1,732,031	99	27,770,818
Autres industries de services				
Other service industries .....	9	680,517	114	11,016,262
<b>Total .....</b>	<b>100</b>	<b>26,510,891</b>	<b>1,207</b>	<b>313,275,680</b>

\* Tel que déclaré par les débiteurs

\* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

\* As declared by Debtors

\* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
<b>COLOMBIE-BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA</b>				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries .....	2	201,317	20	7,326,115
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries .....	3	512,985	17	2,642,058
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries .....	9	413,682	57	21,360,906
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries .....	0	0	5	10,840,350
Industries manufacturières Manufacturing industries .....	6	206,218	108	21,233,845
Industries de la construction Construction industries.....	18	1,413,227	222	67,140,009
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	9	474,285	145	33,716,269
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries .....	0	0	14	3,203,274
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	4	2,675,507	93	52,795,820
Industries du commerce de détail Retail trade industries .....	18	3,316,211	166	26,147,937
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries .....	0	0	17	14,471,648
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	1	735,772	24	10,132,973
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	9	669,167	87	19,921,240
Industries des services gouvernementaux Government service industries .....	0	0	7	599,770
Industries des services d'enseignement Educational service industries .....	0	0	4	3,186,461
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	1	266,000	8	1,045,150
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries .....	11	1,072,574	92	11,183,110
Autres industries de services Other service industries .....	5	1,292,385	94	17,642,565
<b>Total .....</b>	<b>96</b>	<b>13,249,330</b>	<b>1,180</b>	<b>324,589,500</b>

\* Tel que déclaré par les débiteurs

\* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

\* As declared by Debtors

\* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
<b>TERRITOIRES DU NORD-OUEST/NORTHWEST TERRITORIES</b>				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries .....	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries .....	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries .....	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries .....	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries .....	0	0	0	0
Industries de la construction Construction industries.....	0	0	1	226,296
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	0	0	0	0
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries .....	0	0	0	0
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de détail Retail trade industries .....	0	0	0	0
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries .....	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	0	0
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux Government service industries .....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries .....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries .....	0	0	0	0
Autres industries de services Other service industries .....	0	0	1	1,001
<b>Total .....</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>227,297</b>

\* Tel que déclaré par les débiteurs

\* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

\* As declared by Debtors

\* As per SIC major groups (1980)



	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
<b>YUKON</b>				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries .....	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piègeage				
Fishing & Trapping industries .....	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries .....	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries .....	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries .....	0	0	0	0
Industries de la construction				
Construction industries.....	0	0	0	0
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	0	0	0	0
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries .....	0	0	0	0
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries .....	0	0	0	0
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries .....	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	0	0
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries .....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries .....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries.....	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries .....	0	0	1	47,824
Autres industries de services				
Other service industries .....	0	0	0	0
<b>Total .....</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>47,824</b>

\* Tel que déclaré par les débiteurs

\* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

\* As declared by Debtors

\* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
<b>CANADA</b>				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries .....	36	4,549,801	446	89,216,490
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries .....	21	1,218,395	156**	22,318,254**
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries .....	16	738,089	131	30,108,134
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries .....	6	3,284,792	46	74,336,410
Industries manufacturières Manufacturing industries .....	65	24,073,426	1,033	545,812,733
Industries de la construction Construction industries.....	173	27,518,163	1,867	474,775,757
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	60	20,510,890	897	390,247,715
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries .....	6	189,609	89	14,491,454
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	75	40,934,785	839	717,173,476
Industries du commerce de détail Retail trade industries .....	267	50,331,028	2,815	839,399,263
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries .....	12	240,262,605	150	395,723,050
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	47	20,032,280	391	716,477,196
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	77	272,884,533	764	768,816,654
Industries des services gouvernementaux Government service industries .....	4	258,415	40	4,844,336
Industries des services d'enseignement Educational service industries .....	5	445,866	32	6,445,233
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	25	4,730,554	173	54,702,671
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries .....	163	24,588,933	1,435	372,229,364
Autres industries de services Other service industries .....	104	16,976,491	1,168	218,466,828
<b>Total .....</b>	<b>1,162</b>	<b>753,528,655</b>	<b>12,472**</b>	<b>5,735,585,018**</b>

\* Tel que déclaré par les débiteurs

\* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

\*\* Passif cumulatif plus bas que mars suite à l'annulation d'une dette répétée par erreur dans deux dossiers liés.

\* As declared by Debtors

\* As per SIC major groups (1980)

\*\* Liabilities to date lower than in March further to the removal of a debt repeated by error in related estates.

**FAILLITES  
ET PROPOSITIONS  
SIGNALÉES EN NOVEMBRE 1991  
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES  
AND PROPOSALS  
REPORTED IN NOVEMBER 1991  
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
<b>T.-N./NFLD.</b>						
ST-JOHN'S	15	6	0	21	674,177	1,910,292
AUTRES/OTHERS	34	11	0	45	1,390,468	2,040,144
TOTAL	49	17	0	66	2,064,645	3,950,436
<b>N.-É./N.S.</b>						
HALIFAX	98	23	1	122	2,849,944	5,494,375
SYDNEY	22	4	0	26	154,744	462,559
SYDNEY MINES	5	4	0	9	311,800	320,486
AUTRES/OTHERS	85	39	0	124	3,823,935	6,759,608
TOTAL	210	70	1	281	7,140,423	13,037,028
<b>I.P.-É./P.E.I.</b>						
CHARLOTTETOWN	4	0	0	4	10,090	172,361
AUTRES/OTHERS	4	3	0	7	54,892	421,226
TOTAL	8	3	0	11	64,982	593,587
<b>N.-B./N.B.</b>						
FREDERICTON	5	2	0	7	78,920	122,099
MONCTON	6	6	0	12	262,270	1,290,161
SAINT-JOHN	10	0	2	12	163,420	320,663
AUTRES/OTHERS	24	12	0	36	796,560	1,175,694
TOTAL	45	20	2	67	1,301,170	2,908,617
<b>QUÉBEC</b>						
BAIE-COMEAU	2	0	0	2	50,580	94,893
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	31	2	2	35	6,573,460	8,678,522
DRUMMONDVILLE	11	2	0	13	58,592	231,070
GRANBY	20	6	1	27	1,102,732	1,547,060
HULL/GATINEAU/AYLMER	112	17	2	131	4,727,687	9,002,612
MONTRÉAL	748	166	7	921	43,753,804	324,531,014
QUÉBEC	137	53	1	191	11,562,409	19,792,297
RIMOUSKI	12	2	0	14	306,604	623,342
ROUYN	8	1	0	9	328,869	479,933
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	13	1	0	14	1,253,308	1,942,341
SHAWINIGAN	9	5	0	14	115,368	618,989
SHERBROOKE	23	13	1	37	1,119,985	2,789,126
SOREL	3	1	0	4	1,466,043	2,213,711
ST-HYACINTHE	10	0	0	10	162,150	2,048,211
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	16	1	0	17	178,700	291,104
ST-JERÔME	16	3	0	19	125,050	495,079
THETFORD MINES	6	7	0	13	292,500	1,063,384
TROIS-RIVIÈRES	21	7	0	28	1,335,203	2,638,197
VICTORIAVILLE	9	3	0	12	604,857	835,384
AUTRES/OTHERS	495	165	6	666	49,192,557	63,579,690
TOTAL	1,702	455	20	2,177	124,310,458	443,495,959

**FAILLITES  
ET PROPOSITIONS  
SIGNALÉES EN NOVEMBRE 1991  
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES  
AND PROPOSALS  
REPORTED IN NOVEMBER 1991  
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
<b>ONTARIO</b>						
BARRIE	29	2	0	31	557,300	4,688,972
BELLEVILLE	11	0	0	11	222,354	311,944
BRANTFORD	15	1	0	16	369,082	722,400
BROCKVILLE	9	0	0	9	11,886	179,639
CHATHAM	17	2	0	19	395,005	925,010
CORNWALL	14	3	0	17	434,190	1,215,431
GUELPH	8	1	0	9	153,682	512,165
HAMILTON	150	23	1	174	4,218,893	15,109,842
KINGSTON	27	3	2	32	545,708	993,215
KITCHENER	68	11	2	81	2,809,783	5,460,515
LONDON	54	13	4	71	505,881	3,681,587
MIDLAND	1	1	0	2	4,000	1,217,241
NORTH BAY	27	1	0	28	726,751	1,333,235
ORILLIA	8	1	0	9	64,827	456,134
OSHAWA	74	7	3	84	4,057,654	7,088,810
OTTAWA	137	21	11	169	5,769,734	15,687,205
OWEN SOUND	1	1	0	2	253,900	295,340
PETERBOROUGH	34	1	0	35	2,038,976	2,526,274
SARNIA	16	1	0	17	484,899	717,218
SAULT-STE-MARIE	18	4	0	22	910,270	1,348,378
ST-CATHARINES/NIAGARA	69	9	3	81	964,561	4,395,236
STRATFORD	2	2	0	4	14,830	248,248
SUDBURY	32	3	0	35	275,701	985,693
THUNDER BAY	4	2	1	7	272,056	446,429
TORONTO	989	98	48	1,135	55,169,694	411,836,209
TRENTON	4	1	0	5	473,950	711,502
WINDSOR	39	4	1	44	520,598	3,413,290
AUTRES/OTHERS	593	102	23	718	28,152,195	56,194,851
TOTAL	2,450	318	99	2,867	110,378,360	542,702,013
<b>MANITOBA</b>						
WINNIPEG	171	26	4	201	5,399,334	10,419,218
AUTRES/OTHERS	45	13	1	59	1,914,436	2,698,858
TOTAL	216	39	5	260	7,313,770	13,118,076
<b>SASKATCHEWAN</b>						
MOOSE JAW	6	1	0	7	200,832	351,066
PRINCE ALBERT	5	1	0	6	25,534	134,045
REGINA	33	11	0	44	1,808,988	3,590,024
SASKATOON	40	8	0	48	1,934,196	2,856,870
AUTRES/OTHERS	38	23	0	61	3,045,966	4,150,144
TOTAL	122	44	0	166	7,015,516	11,082,149

**FAILLITES  
ET PROPOSITIONS  
SIGNALÉES EN NOVEMBRE 1991  
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES  
AND PROPOSALS  
REPORTED IN NOVEMBER 1991  
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
<b>ALBERTA</b>						
CALGARY	176	27	1	204	7,751,820	10,743,204
EDMONTON	163	32	2	197	7,172,653	23,938,410
MEDICINE HAT	2	4	0	6	214,325	460,078
AUTRES/OTHERS	158	37	0	195	7,847,714	10,136,835
TOTAL	499	100	3	602	22,986,512	45,278,527
<b>C.-B./B.C.</b>						
CHILLIWACK	8	3	1	12	120,413	363,655
COURTENAY	4	0	0	4	112,770	158,030
KAMLOOPS	7	3	0	10	1,126,285	1,272,476
KELOWNA	12	1	0	13	56,767	257,149
NANAIMO	4	1	0	5	56,845	103,853
PRINCE-GEORGE	11	4	0	15	77,847	669,518
TERRACE	3	1	0	4	55,994	153,647
VANCOUVER	215	42	0	257	3,279,497	19,542,693
VERNON	2	5	0	7	570,880	1,546,497
VICTORIA	48	7	0	55	856,548	2,769,777
AUTRES/OTHERS	100	29	1	130	4,763,948	7,660,222
TOTAL	414	96	2	512	11,077,794	34,497,517
<b>T.N.-O./N.W.T.</b>						
TOTAL	1	0	1	2	1,450	33,546
<b>YUKON</b>						
TOTAL	0	0	0	0	0	0
<b>CANADA</b>						
TOTAL	5,716	1,162	133	7,011	293,655,080	1,110,697,455

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)  
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)

Rapport du mois de novembre 1991	Provinces participantes						
Report for the month of November 1991	Participating Provinces						
	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nouvelle-Écosse	Ile du Prince-Édouard	Total
	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nova Scotia	Prince Edward Island	
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois .....	73	27	12	10	63	N/A	185
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month .....							
Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion .....	360,471.07	122,523.22	58,011.89	63,174.11	328,974.00	N/A	933,154.29
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month .....							
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion .....	650,430.21	0.00	1,270.30	58,647.07	310,028.00	N/A	1,020,375.58
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month .....							
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois .....	64	14	7	6	36	N/A	127
Total number of terminations and defaults during the month .....							